



Bulletin économique Chine-Afrique ÉDITION 2024

PAR OYINTARELADO MOSES, DIANAH NGUI, LUCAS ENGEL, ABBI KEDIR

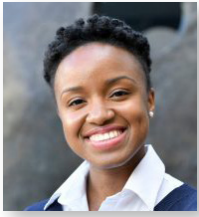
REMERCIEMENTS

Cette recherche a bénéficié du soutien des assistants de recherche Zackary Seogo, Chenyu Wei, Zhenkun Huang et Siyu Xie.

COMMENT CITER CE DOCUMENT

Moses, Oyintarelado, Dianah Ngui, Lucas Engel et Abbi Kedir. 2024. « Bulletin économique Chine-Afrique », édition 2024. Boston University Global Development Policy Center

AUTHORS



Oyintarelado Moses est l'analyste de données et la gestionnaire de base de données pour la Global China Initiative au Global Development Policy Center de l'Université de Boston. Ses recherches portent sur les prêts chinois à l'Afrique, le financement du développement et l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route » et ses alternatives. Elle est titulaire d'une maîtrise en études chinoises et en économie internationale de l'École des hautes études internationales (SAIS) de l'Université Johns Hopkins, d'un certificat d'études chinoises et américaines du Centre Hopkins-Nanjing et d'une licence en sciences politiques et en langue chinoise de l'Université Duke.



Dianah Ngui Muchai est chargée de l'unité « Recherche collaborative » au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CRÉA). Auparavant, elle a été maître de conférences en économie à l'Université Kenyatta au Kenya. Elle a aussi été membre du comité consultatif de l'initiative Environnement pour le développement (EfD) au Kenya et chercheuse principale auprès de diverses organisations multinationales. Depuis qu'elle a rejoint le CREA, elle a travaillé sur des questions d'actualité et émergentes concernant les pays d'Afrique subsaharienne, telles que le changement climatique, les inégalités, le genre, l'inclusion financière, la recherche économique et l'élaboration des politiques, et bien d'autres. Elle est titulaire d'un doctorat en économie de l'université allemande Martin-Luther-Universität Halle-Wittenberg.



Lucas Engel est analyste de données au Global Development Policy Center de l'université de Boston pour la Base de données des prêts chinois à l'Afrique. Ses recherches portent sur l'économie politique internationale, le financement du développement par la Chine et le rôle de la Chine dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en minéraux essentiels. Il est titulaire d'une maîtrise en relations internationales de la London School of Economics and Political Science et d'une licence en politique et économie du Bard College de Berlin.



Abbi M. Kedir est le directeur de recherche au Consortium pour la recherche économique en Afrique. Il est professeur associé et maître de conférences en commerce international à l'École de gestion de l'université de Sheffield, au Royaume-Uni. Il est aussi membre associé de l'Adam Smith Business School de l'université de Glasgow. Il est titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Nottingham. Abbi a plus de 25 ans d'expérience dans la recherche économique, dans le dialogue sur les politiques et dans la formation de doctorants dans diverses universités et institutions africaines.

ABRÉVIATIONS

AFP	Agence France Presse
AFREC	La Commission africaine de l'énergie
BAD	Banque africaine de développement
BRI	Initiative « la Ceinture et la Route »
CDB	Banque de développement de Chine
CHEXIM	Banque d'import-export de Chine
CLA Database	Base de données des prêts chinois à l'Afrique
CMOC	China Molybdenum Company
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation
CNPC	China National Petroleum Corporation
CO2	Dioxyde de Carbone
IFD	Institution de financement du développement
ISSD	Initiative de suspension du service de la dette
UE	Union européenne
VE	Véhicule électrique
IDE	Investissements directs étrangers
PIB	Produit intérieur brut
G20	Groupe des Vingt (le G20)
TIC	Technologies de l'information et de la communication
AIE	Agence internationale de l'énergie
FMI	Fonds monétaire international
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
SIC	Services Industrie Commerce
GNL	Gaz naturel liquéfié
F&A	Fusions et acquisitions
FDE	Financement du développement à l'étranger
PowerChina	Power Construction Corporation of China
PV	Photovoltaïque
RFI	Ressources pour les infrastructures
ODD	Objectifs de développement durable à l'horizon 2030
Sinopec	China Petrochemical Corporation
EP	Entreprise publique
SPV	Véhicule de titrisation
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

SOMMAIRE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	1
INTRODUCTION	5
TENDANCES DU COMMERCE CHINE-AFRIQUE, DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE L'APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE	9
TENDANCES DES PRÊTS DE LA CHINE À L'ÉTRANGER, DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA DETTE AFRICAINE, DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE L'APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE	15
TENDANCES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS DE LA CHINE EN AFRIQUE, DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE L'APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE	23
CONCLUSION : PERSPECTIVES D'AVENIR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE	31
BIBLIOGRAPHIE	33

Maroc: Photo by Mari Potter via Unsplash



RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Au cours des trois dernières décennies, les relations économiques entre la Chine et l'Afrique se sont renforcées dans divers domaines de politiques. Les flux commerciaux, le financement du développement à l'étranger (FDE) et les investissements directs étrangers (IDE) de la Chine vers l'Afrique ont contribué au développement des pays africains et ont en même temps apporté des bénéfices et des risques, notamment la croissance économique via les infrastructures et les risques environnementaux pour la biodiversité et le climat.

Parallèlement, les pays africains ont orienté ou orientent encore leurs objectifs de développement vers les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies à l'horizon 2030 et vers l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ces deux documents de référence en matière de politiques mettent l'accent sur les aspirations à un développement à faible émission de carbone, lequel passe entre autres par l'accès à l'énergie et la transition énergétique. Bien que de nombreux pays africains soient confrontés à divers défis économiques, tels que des niveaux de croissance économique fluctuants, une dette insoutenable et une augmentation du coût de l'emprunt, la transition énergétique offre une opportunité de soutenir les objectifs de développement à faible émission de carbone sur le continent africain.

Ce bulletin analyse les relations commerciales et financières entre la Chine et l'Afrique et les IDE en provenance de la Chine sur la période de 2000 à 2022 afin d'évaluer comment les tendances passées mettent en évidence les lacunes déjà rencontrées et nous éclairent sur les voies futures que la Chine pourrait emprunter pour soutenir l'accès à l'énergie et la transition énergétique de l'Afrique dans un contexte de défis économiques et d'opportunités énergétiques.

Les tendances passées des relations économiques entre la Chine et l'Afrique montrent que les financiers, investisseurs, entreprises et facilitateurs commerciaux chinois se sont engagés sur deux volets de relations économiques portant sur les matériaux relatifs à l'accès à l'énergie et à la transition énergétique, comme l'illustre la figure 2. Le premier volet représente un soutien général aux infrastructures d'électrification, lequel a permis d'améliorer l'accès à l'énergie sur le continent. Le deuxième volet est connu sous le nom de volet d'extraction, qui est un canal d'exploration, d'extraction et d'exportation de matières premières énergétiques et de matériaux de transition énergétique vers la Chine. Même si ce deuxième volet a généré des revenus d'exportation pour les économies africaines, les pays africains n'ont pas encore entièrement récolté les bénéfices liés aux technologies d'énergie renouvelable basées sur ces matières premières.

Principaux résultats :

- Le commerce entre l'Afrique et la Chine a connu une croissance significative, passant de 11,67 milliards de dollars en 2000 à un pic de 257,67 milliards de dollars d'échanges totaux en 2022, avec la Chine devenant le premier partenaire commercial de nombreux pays africains. Cependant, la crise économique mondiale de 2008, la chute des prix des matières premières en 2014-2015 et la pandémie de COVID-19 ont conduit à un déficit commercial persistant en Afrique, qui a atteint 2,6 % du PIB en 2022.
- Le commerce entre l'Afrique et la Chine repose principalement sur l'échange de biens à base de matières premières contre des produits finis. Entre 2000 et 2022, 89% des exportations

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

africaines vers la Chine provenaient du secteur des industries extractives, principalement des produits pétroliers et des minéraux comme le cuivre, l'alumine, le minerai de fer et l'aluminium. Quant aux importations, elles étaient dominées par des produits manufacturés tels que les équipements de télécommunications et les tissus, lesquels ont représenté 94% des importations en provenance de Chine. Les exportations africaines vers la Chine constituent une part importante du deuxième volet du soutien économique de la Chine.

- Entre 2000 et 2022, les créanciers chinois ont prêté 170,08 milliards de dollars à des emprunteurs souverains des États africains, dont 134,01 milliards de dollars provenaient des deux principales institutions chinoises de financement du développement (IFD), à savoir la Banque d'import-export de Chine (CHEXIM) et la Banque de développement de Chine (CDB). Même si ces dettes souveraines des États africains ont fait de la Chine le premier créancier bilatéral de l'Afrique, les prêts chinois n'ont cessé de diminuer depuis le pic atteint en 2016. Le fardeau de la dette existante et l'augmentation des frais d'emprunt ont limité la capacité des pays africains à s'endetter davantage.
- Un tiers des prêts des institutions chinoises de financement du développement (IFD) a été consacré à l'industrie de l'énergie (34 %). Le montant total des prêts accordés par ces institutions au secteur de l'énergie s'élève à 52,38 milliards de dollars, dont 51 % ont été destinés à des projets liés aux combustibles fossiles tels que le pétrole, le gaz/gaz naturel liquéfié (GNL) et le charbon. Bien que l'Afrique ait un potentiel considérable d'énergie renouvelable inexploité, en particulier dans le secteur de l'énergie solaire, les prêts accordés pour ces énergies ne représentaient que 2 % du total. Ces prêts énergétiques ont été destinés aux projets dans les filières d'électrification et d'extraction.
- Entre 2000 et 2022, les entreprises chinoises ont annoncé 112,34 milliards de dollars d'IDE investis dans des projets entièrement nouveaux et ont réalisé 24,60 milliards de dollars dans des investissements directs étrangers impliquant des fusions et acquisitions pour des projets et des entreprises à risque à travers l'Afrique. Les IDE pour des projets entièrement nouveaux se sont principalement concentrés sur les secteurs de l'industrie, du commerce et des services, de l'énergie, ainsi que les secteurs de l'extraction et de la transformation non énergétiques. Les IDE impliquant des fusions et acquisitions ont été principalement répartis entre les secteurs de l'extraction et de la transformation non énergétiques et les secteurs énergétiques.
- Le gros des IDE pour des projets entièrement nouveaux et ceux impliquant des F&A destinés aux entreprises à risque dans le secteur énergétique a été investi dans des projets de combustibles fossiles (pétrole et gaz/GNL), tandis que les IDE pour des projets entièrement nouveaux ont été investis dans les énergies renouvelables à un pourcentage plus élevé (8 %) que les prêts octroyés par les institutions de financement du développement (IFD). Les IDE faits dans les secteurs du cuivre, de l'aluminium et du minerai de fer ont pris la part du lion, ce qui est preuve de l'implication des entreprises chinoises à tous les stades de la chaîne d'approvisionnement des métaux et des minéraux. La plupart de ces financements à travers les deux filières de placement des IDE rentraient ainsi dans le cadre du volet extraction de l'aide chinoise.

Ces tendances soulignent l'engagement double de la Chine dans l'accès à l'énergie et la transition énergétique en Afrique. D'une part, les investisseurs chinois financent l'électrification du continent africain. Les IDE chinois se sont largement concentrés sur la production d'électricité via l'hydroélectricité et les infrastructures de transmission et de distribution, tandis que les investisseurs se sont concentrés plus étroitement sur l'introduction des énergies renouvelables, en particulier l'énergie solaire, sur le continent africain. D'autre part, les IDE chinois et

les investisseurs ont également cherché à développer une filière exploration-extraction-exportation, qui commence par le financement par emprunt en vue d'activités d'exploration et d'exploitation des matières premières et se termine par l'exportation des ressources extraites vers la Chine. L'engagement préalable a aidé les pays africains à surmonter les goulets d'étranglement en matière d'infrastructures, mais il a reproduit des schémas commerciaux dans lesquels l'Afrique échangeait ses ressources naturelles contre des produits finis. Si la Chine et les pays africains entendent s'attaquer aux objectifs de développement actuels tels que l'accès à l'énergie et la transition énergétique, les prêts à des conditions préférentielles, le financement par capitaux propres et le commerce axé sur les énergies renouvelables et les industries vertes à valeur ajoutée sont des cibles prometteuses pour la coopération future.

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Mwanza, Tanzania. Photo by Temidayo via Unsplash.



INTRODUCTION

Au cours des trois dernières décennies, les relations économiques entre la Chine et l'Afrique ont se sont étendues à divers domaines de politiques : elles sont passées de l'octroi par la Chine de financements pour le développement à l'étranger (FDE) à la fourniture d'investissements directs étrangers (IDE) et à l'augmentation des flux commerciaux tout au long des différents cycles de croissance économique des pays africains. Historiquement, la Chine a contribué au développement des pays africains en leur fournissant des crédits, principalement pour les infrastructures de transport et d'énergie en fonction de la demande des pays africains et de l'offre chinoise. Les études qui ont évalué les impacts sur la croissance économique et les perceptions des gouvernements africains ont montré que ces capitaux pour les infrastructures ont été accompagnés d'un mélange d'avantages économiques et de risques environnementaux (Gallagher et al. 2023a, Horigoshi et al. 2022). Les risques spécifiques liés au surendettement et à l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) provenant des projets énergétiques financés par la Chine ont influencé l'ensemble actuel de défis et d'opportunités auxquels les pays africains sont confrontés lorsqu'ils formulent des stratégies de développement à long terme.

Les pays africains ont orienté ou orientent encore leurs objectifs de développement vers les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies à l'horizon 2030 et vers l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ensemble, ces deux documents de référence en matière de politiques mettent l'accent sur les aspirations à un développement à faible émission de carbone, lequel passe entre autres par l'accès à l'énergie et la transition énergétique. Les sources potentielles de financement de l'accès à l'énergie et des matériaux de transition énergétique sont devenues de plus en plus nécessaires pour concevoir des stratégies qui permettront à l'Afrique d'atteindre ces objectifs. Les relations économiques historiques de la Chine avec l'Afrique lui permettent d'apporter des ressources financières à cette dernière en tant que partenaire parmi d'autres pays africains.

Ce bulletin analyse les relations commerciales et financières entre la Chine et l'Afrique et les IDE en provenance de la Chine sur la période de 2000 à 2022 afin d'évaluer comment les tendances passées mettent en évidence les lacunes déjà rencontrées et nous éclairent sur les voies futures que la Chine pourrait suivre pour soutenir l'accès à l'énergie et la transition énergétique de l'Afrique dans un contexte de défis économiques et d'opportunités énergétiques.

Les économies africaines sont confrontées à un environnement économique défavorable sur plusieurs fronts alors qu'elles se remettent progressivement de la pandémie de COVID-19, des impacts de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et de l'intensification de la crise climatique. En 2022, la croissance économique en Afrique s'est contractée, passant de 4,8 % en 2021 à 3,8 %, une baisse attribuée aux multiples chocs auxquels le continent africain était confronté (BAD 2023). Notables parmi ces chocs ont été la pandémie de COVID-19 qui a décimé les soldes des comptes courants et la guerre Russie-Ukraine qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales et exacerbé l'inflation postpandémique, provoquée par la hausse des prix des produits énergétiques et des denrées essentielles telles que le blé, dont l'Afrique est un importateur net (BAD 2023 ; Raga et al. 2024). En outre, en 2022 le taux de change effectif du dollar américain a atteint son plus haut niveau depuis 20 ans, augmentant ainsi la valeur de la dette libellée en dollars et les paiements d'intérêts libellés en dollars (FMI 2023). L'augmentation du coût du

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

service de la dette a non seulement entraîné plusieurs défauts de paiement et un risque croissant de surendettement, mais elle a également limité la capacité des gouvernements africains à mettre en œuvre des stratégies proactives pour atténuer les effets du changement climatique et saisir les opportunités liées à la transition vers les énergies vertes. Une part croissante des recettes publiques est réorientée vers le remboursement de la dette plutôt que vers les projets de développement (CNUCED, n.d.), et le coût des nouveaux emprunts pour des projets présentant des avantages environnementaux et sociaux est de plus en plus prohibitif. En fait, le service de la dette extérieure publique et garantie par l'État dans les pays de l'Afrique subsaharienne équivaut en moyenne à 93 % des besoins de financement pour le climat (Gallagher et al. 2023b). Entre-temps, les effets du changement climatique provoquent un stress hydrique, une réduction de la production alimentaire, une augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes et une baisse de la croissance économique.

Malgré ces défis, la transition énergétique offre aux pays africains une occasion unique d'améliorer l'accès à l'énergie et de la rendre plus abordable, mais cette opportunité reste largement inexploitée à ce jour. En effet, le potentiel d'énergie verte de l'Afrique (énergie éolienne, solaire, hydroélectrique et géothermique) est l'un des plus élevés au monde (BAD 2023). Et pourtant la part des énergies renouvelables (solaire et éolienne) dans la production totale d'énergie du continent est marginale, laissant les pays africains dépendants des combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) qui, en 2022, représentaient environ 75 % de leur production totale d'électricité et environ 90 % de leur consommation d'énergie, comme le montrent les figures 1A et 1B.

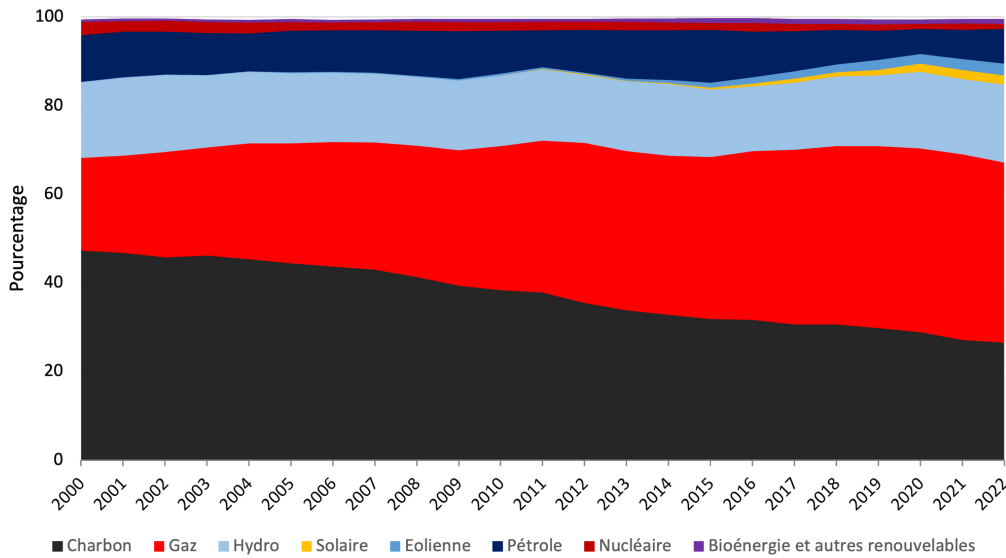
Le potentiel inexploité des énergies renouvelables en Afrique représente un remède aux faibles taux d'électrification du continent. En 2021, 43 % de la population africaine n'avait pas accès à l'électricité et 670 millions de personnes n'avaient pas accès à une source d'énergie propre pour cuisiner (AIE 2022).

L'accessibilité financière est une préoccupation supplémentaire. Dans de nombreux pays africains, les consommateurs paient deux fois plus que les consommateurs des pays à revenu élevé par unité d'électricité (Blimpo et Cosgrove-Davies 2019, IRENA 2022).

Selon l'Agence internationale de l'énergie (2022), 25 milliards de dollars par an sont nécessaires pour parvenir à un accès universel à l'énergie moderne en Afrique. Alors que des fonds externes ont été dirigés vers l'Afrique pour divers projets énergétiques, la répartition des ressources financières a été inégale selon les années et les différentes régions du continent dans son ensemble (Moses 2023). En outre, pour accumuler les ressources nécessaires à une transition énergétique adéquate et à la réalisation des ODD, les investissements devront passer d'environ 24 % (moyenne pour l'Afrique en 2022) à 37 % du produit intérieur brut (PIB) à l'échelle du continent (Shimeles et Gallagher, 2024). Des initiatives telles que le Programme africain de transition énergétique de l'Union africaine montrent que les pays africains sont confrontés au défi d'accéder aux capitaux nécessaires et réguliers pour atteindre les objectifs d'accès à l'énergie et de transition énergétique (AFREC, n.d.).

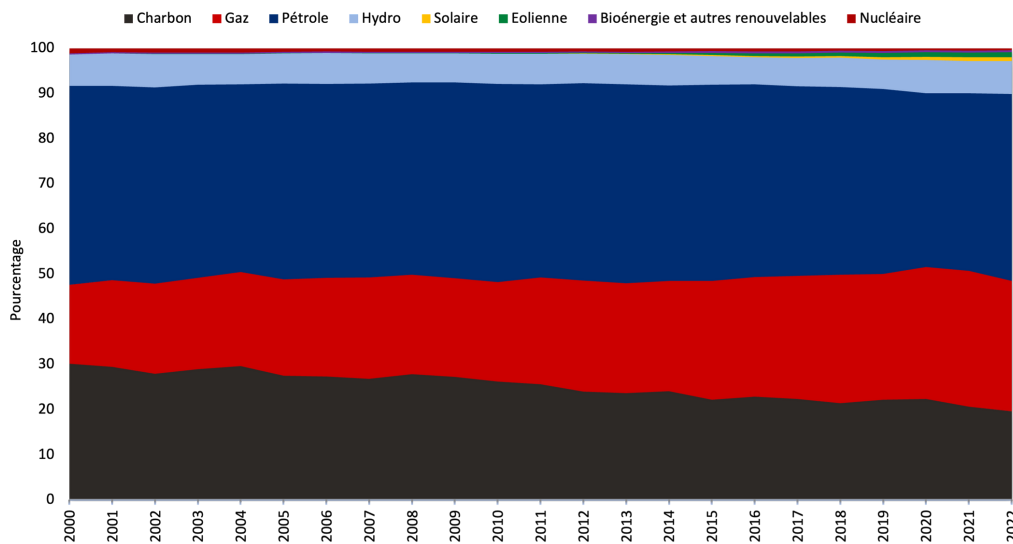
Compte tenu des défis économiques actuels et des opportunités énergétiques futures du continent africain, la Chine peut contribuer à l'accès à l'énergie et à la transition énergétique en Afrique par le biais du commerce, de la finance et des investissements directs étrangers. Les tendances passées des relations économiques entre la Chine et l'Afrique montrent que les financiers, investisseurs, entreprises et facilitateurs commerciaux chinois se sont engagés sur deux volets de relations économiques portant sur les matériaux relatifs à l'accès à l'énergie et à la transition énergétique, comme l'illustre la figure 2. Le premier volet représente un soutien

Figure 1A Part de la production d'électricité en Afrique par source de 2000 à 2022



Source : Ember's Yearly Electricity Data; Ember's European Electricity Review; Energy Institute Statistical Review of World Energy (2023).

Figure 1B Part de la consommation d'énergie primaire en Afrique par source de 2000 à 2022



Source : Ember's Yearly Electricity Data; Ember's European Electricity Review; Energy Institute Statistical Review of World Energy (2023).

général aux infrastructures d'électrification, lequel a permis d'améliorer l'accès à l'énergie sur le continent. Ce volet implique le financement de centrales électriques, d'infrastructures de transmission et de distribution et de parcs solaires et éoliens. Dans le cadre du deuxième volet, une filière d'extraction a été créée qui commence par l'exploration et l'exploitation minière et se termine par l'exportation de matières premières énergétiques et de matériaux de transition énergétique vers la Chine.

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

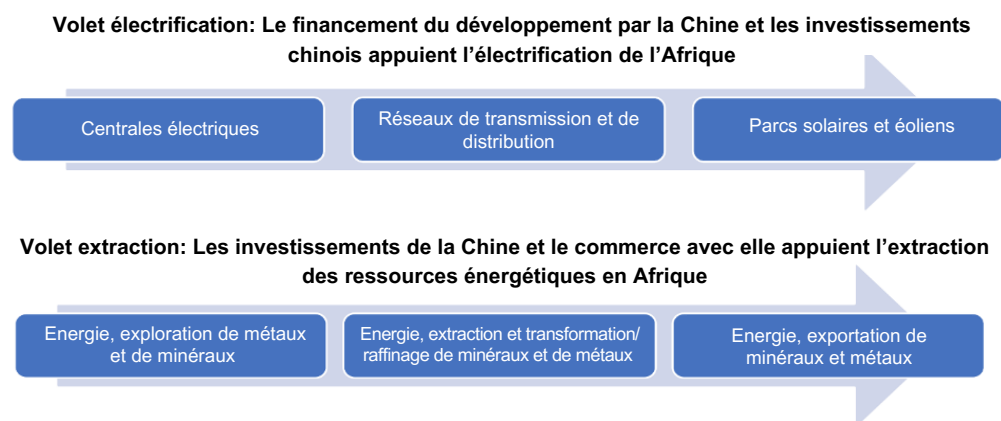
Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

En se basant sur les tendances passées, ce bulletin veut souligner le fait que l'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique devrait donner la priorité à l'équilibre de ces deux volets afin d'aligner l'engagement chinois sur les objectifs de l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de transition énergétique.

Figure 2 L'engagement économique de la Chine à deux volets portant sur les matériaux d'accès à l'énergie et de transition énergétique



Source : Compilation des auteurs.

Afin d'approfondir les observations rapportées dans les paragraphes précédents, la présente édition de ce bulletin comporte quatre sections. La première, la deuxième, et la troisième section respectivement analysent les données historiques sur le commerce, la finance et les IDE entre la Chine et l'Afrique. Ces sections se concentrent sur le soutien à l'énergie et aux matériaux de transition énergétique et mettent en lumière comment chaque aspect des relations économiques chinoises cadre avec les deux volets d'électrification et d'extraction. La dernière section donne un aperçu des tendances générales, examine comment la Chine pourrait maintenir et/ou ajuster certains aspects des deux volets, et discute des défis et des opportunités susceptibles de façonner l'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique.

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

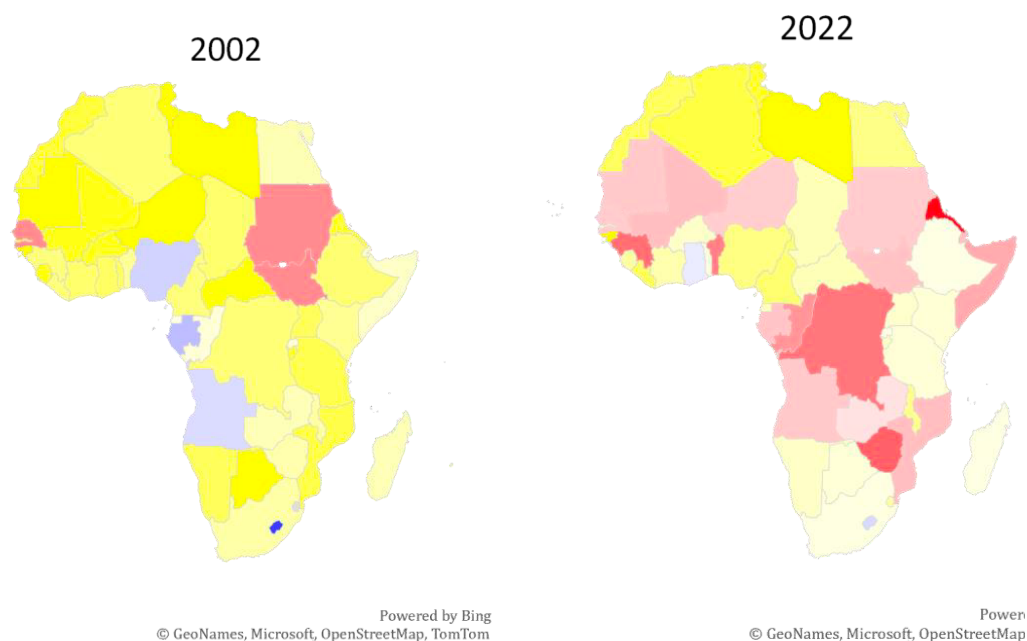
Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

TENDANCES DU COMMERCE CHINE-AFRIQUE, DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE L'APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le commerce total de l'Afrique avec la Chine a augmenté de manière significative au cours des deux dernières décennies, dépassant le commerce du continent avec le Royaume-Uni et les États-Unis. En 2000, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique (importations et exportations de marchandises) ont atteint un montant de 11,67 milliards de dollars et ont atteint un pic de 257,67 milliards de dollars en 2022. Bien que l'Union européenne (UE) reste le principal partenaire commercial de l'Afrique en tant que bloc économique, au moins 15 pays africains ont progressivement diminué leurs relations commerciales avec l'UE et les États-Unis au profit de relations commerciales plus étroites avec la Chine, comme le montre la figure 3. Parmi ces pays figurent certaines des économies régionales les plus fortes et des pays riches en ressources naturelles, parmi lesquels l'Afrique du Sud, l'Angola et la République démocratique du Congo. En 2022, la valeur des exportations africaines vers la Chine était estimée à environ 89,91 milliards de dollars (4 % du PIB de l'Afrique), contre seulement 4,92 milliards de dollars (0,7 % du PIB) en 2000 et bien au-delà du précédent pic de 83,70 milliards de dollars en 2012 (CNUCED, Comtrade 2023).

Figure 3 Évolution des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique entre 2002 et 2022



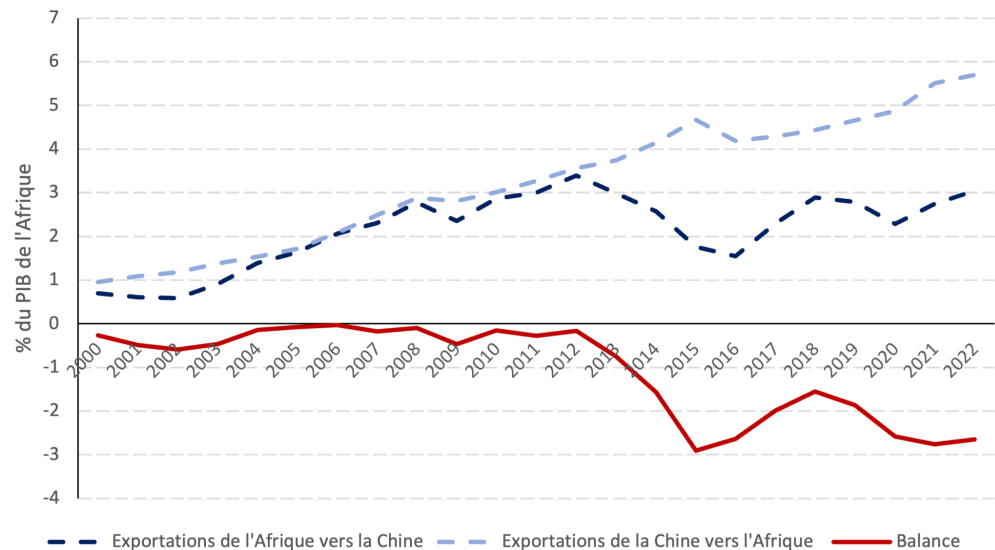
Source : CNUCED Comtrade, 2023.

Remarque : Jaune - Union européenne, bleu - États-Unis, rouge - Chine.

Dans l'ensemble, le commerce entre la Chine et l'Afrique présente deux grandes tendances. Premièrement, la valeur des importations africaines en provenance de la Chine est supérieure à la valeur des exportations vers la Chine, ce qui a entraîné un déficit commercial persistant. Deuxièmement, le commerce entre l'Afrique et la Chine consiste principalement en un échange de produits primaires contre des produits finis. Ces tendances montrent que le commerce entre l'Afrique et la Chine constitue le socle de l'économie extractive chinoise, laquelle à son tour tourne autour de l'appui à l'accès à l'énergie et aux matériaux de transition énergétique.

Comme le montre la figure 4, au cours des premières phases de la période 2000-2022, le commerce entre la Chine et l'Afrique était presque équilibré. Mais depuis 2012, l'intensification de commerce s'est accompagnée d'un déficit commercial croissant. Le premier déficit majeur s'est produit en 2009, dans le sillage de la crise financière mondiale. Par la suite, l'Afrique a connu un nouveau déficit de 0,8 % à 2,9 % du PIB des pays africains entre 2013 et 2015 à la suite de la baisse des prix des produits de base sur les marchés internationaux, baisse qui a affecté la valeur des exportations de l'Afrique vers la Chine. Bien que la valeur des exportations se soit redressée entre 2016 et 2019, la pandémie de COVID-19, associée à la guerre de la Russie contre l'Ukraine, a précipité un nouveau cycle de déficit dans les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique, grimpant de 1,9 % du PIB en 2019 à 2,8 % en 2021. Entre 2021 et 2022, les exportations africaines vers la Chine ont augmenté de 19 %. Pour leur part, les exportations de la Chine vers l'Afrique ont augmenté de 11 % au cours de la même période, mais comme la valeur des exportations de la Chine vers l'Afrique est restée supérieure à celle des exportations de l'Afrique vers la Chine, un déficit commercial de 2,6 % du PIB persistait encore à la fin de l'année 2022.

Figure 4 Balance commerciale Afrique-Chine de 2000 à 2022

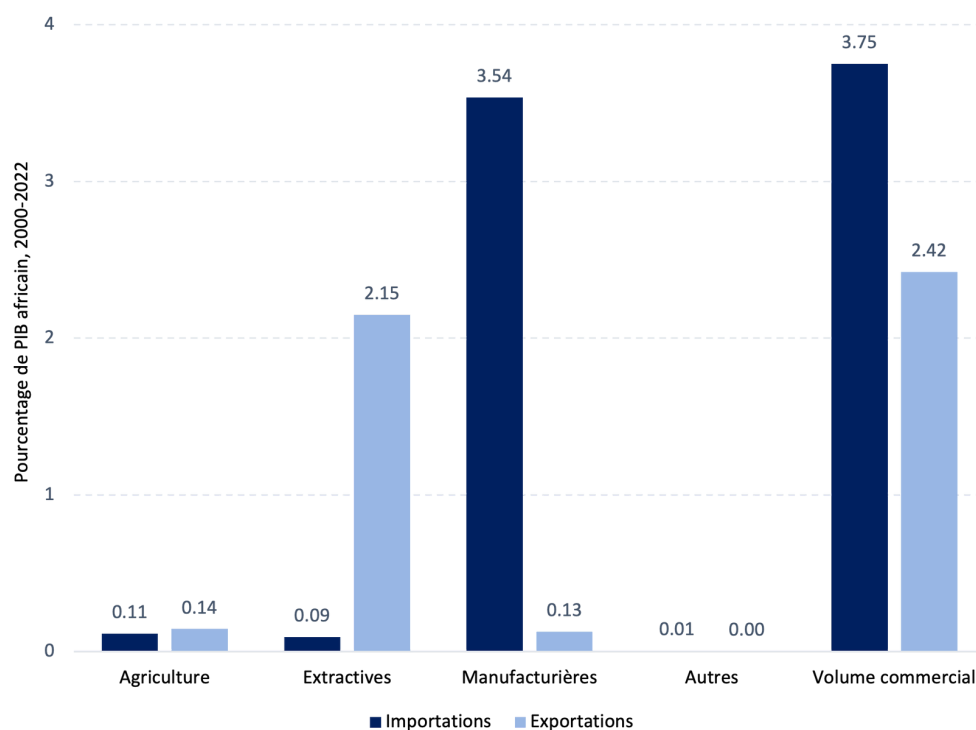


Source : CNUCED Comtrade, 2023.

De 2000 à 2022, les exportations de l'Afrique vers la Chine provenaient principalement du secteur extractif, lequel a représenté environ 89 % des exportations totales, suivi de l'agriculture (6 %) et de l'industrie manufacturière (5 %), comme le montre la figure 5. En revanche,

les exportations de la Chine vers l'Afrique provenaient du secteur manufacturier, lequel a représenté environ 94 %, suivi de l'agriculture (3 %) et des industries extractives (2,5 %). Cela signifie que l'Afrique exporte principalement des produits bruts et importe des produits finis de la Chine.

Figure 5 Exportations et importations de l'Afrique vers la Chine par secteur de 2000 à 2022



Source : CNUCED Comtrade, 2023.

Cette tendance d'échange des matières premières contre des produits finis s'est maintenue au cours des dernières années. En effet, le tableau 1 montre qu'en 2022 les cinq principales exportations des pays africains vers la Chine, en termes de valeur commerciale, provenaient du secteur extractif. En particulier le pétrole et les matières premières liées à la transition énergétique ont été les produits les plus exportés en 2022, alors que les cinq premières exportations de la Chine vers l'Afrique provenaient à la fois du secteur manufacturier et du secteur extractif.

En ce qui concerne les exportations vers la Chine par pays sur la période 2000-2022, l'Angola arrive en tête grâce à ses exportations de pétrole brut, suivi par l'Afrique du Sud, qui exporte principalement du minerai de fer. Les trois autres exportateurs les plus importants sont le Soudan, la République démocratique du Congo et le Congo : ils ont principalement exporté du pétrole brut pour le premier, du cuivre pour le second, et du pétrole brut encore pour le troisième. Ensemble, les exportations de ces pays ont représenté environ 2 % du PIB de l'Afrique en 2022 et 69 % de la valeur totale des exportations entre 2000 et 2022, comme le montre la figure 6. D'un autre côté, l'Afrique du Sud, le Nigeria, l'Égypte, l'Algérie et le Ghana sont les principaux importateurs de produits chinois, principalement des équipements de télécommunications et d'autres produits finis tels que les chaussures, les tissus et les automobiles. Ensemble, les importations de ces pays ont représenté 51 % de toutes les importations en provenance de Chine, et la valeur de leurs importations était supérieure à 2,5 % du PIB en 2022.

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

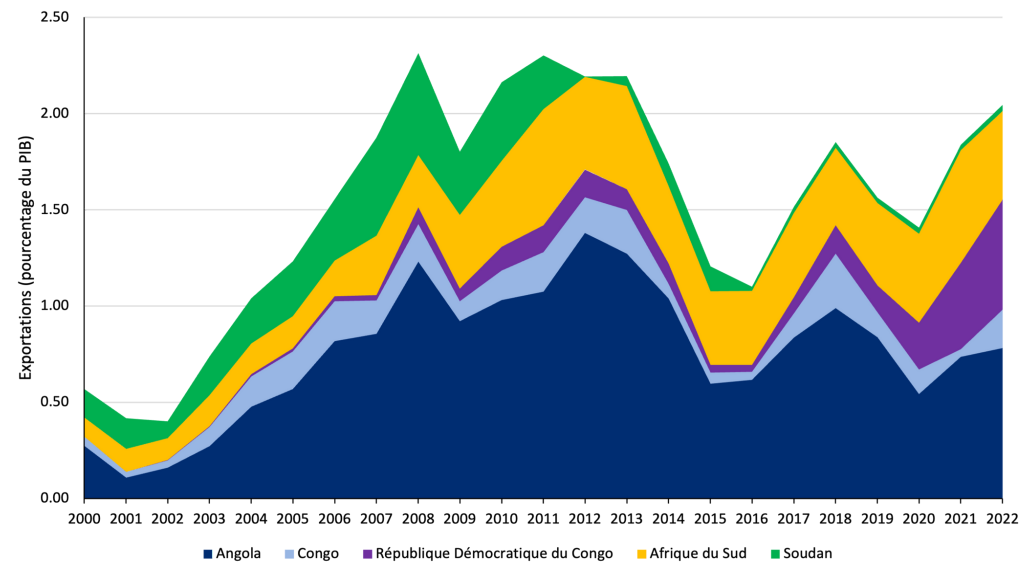
Tableau 1 Les cinq principaux produits exportés et importés en 2022

Exportations de l'Afrique vers la vers la Chine			Exportations de la Chine vers l'Afrique		
Secteur	Produit	%	Secteur	Produit	%
Produits d'extraction	Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux, pétrole brut	41	Manufacturier	Équipements de télécommunications, pièces et accessoires des appareils relevant de la division 76	6
Produits d'extraction	Cuivre	15	Manufacturier	Tissus, tissés, en matières textiles synthétiques ou artificielles (à l'exclusion des tissus étroits ou spéciaux)	3
Produits d'extraction	Minerais et concentrés de métaux de base	8	Manufacturier	Chaussures	3
Matières extractives	Minerai de fer et concentrés	5	Produits d'extraction	Huiles de pétrole et huiles obtenues à partir de minéraux bitumineux autres que le pétrole brut.	3
Matières extractives	Minerais d'aluminium et leurs concentrés (y compris l'alumine)	5	Manufacturier	Machines et appareils électriques	2

Source : CNUCED Comtrade.

Remarque : Le pourcentage est celui des exportations totales.

Figure 6 Exportations de l'Afrique vers la Chine par pays de 2000 à 2022



Source : CNUCED Comtrade.

Il apparaît clairement que les exportations de pétrole et de minerais occupent une place importante dans les exportations de l'Afrique vers la Chine, alimentant ainsi le volet extraction de l'appui économique de la Chine. Les exportations de pétrole vers la Chine répondent depuis longtemps au désir de cette dernière d'alimenter son économie croissante et de diversifier ses sources de pétrole, tandis que les principales exportations de minerais métalliques (cuivre, fer, aluminium) servent d'intrants pour divers types de technologies vertes dominées par la Chine (Chen 2008). Ce n'est que récemment qu'ils sont devenus un élément central des objectifs de la Chine en matière de sécurité liée aux ressources. En revanche, aucune des principales exportations de la Chine vers l'Afrique n'est une technologie d'énergie renouvelable qui utilise les matières premières exportées vers la Chine, ce qui veut dire qu'il existe un potentiel pour stimuler les exportations de technologies d'énergie renouvelable qui peuvent bénéficier à l'accès à l'énergie et à la transition énergétique des pays africains.

Le commerce entre la Chine et l'Afrique présente un potentiel de croissance, bien que l'échange de ressources naturelles primaires africaines contre des produits finis en provenance de Chine reflète les schémas historiques du commerce avec les pays africains. Toutefois, d'autres formes de relations commerciales, les prêts en particulier, ont permis à l'Afrique de combler les lacunes en matière d'infrastructures dans les secteurs du transport et de l'énergie, lacunes qui n'ont pas été comblées par les partenaires traditionnels de l'Afrique (Wang et Xu 2022).

La section suivante analyse la contribution générale de la Chine au développement des infrastructures africaines en général et au secteur de l'énergie en particulier. Elle contextualise également l'impact des emprunts élevés sur les niveaux d'endettement globaux de l'Afrique. Les tendances qui se recoupent montrent que si les prêts chinois ont ciblé un grand nombre des secteurs qui produisent les matières premières qui reviennent en Chine sous la forme d'exportations en provenance de l'Afrique, une part importante des prêts chinois a également contribué à l'électrification du continent.

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Alger, Algérie. Photo Abderrahmane Chablaoui via Unsplash



TENDANCES DES PRÊTS DE LA CHINE À L'ÉTRANGER, DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA DETTE AFRICAINE, DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE L'APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Entre 2000 et 2022, les deux principales institutions chinoises de financement du développement, à savoir la Banque d'import-export de Chine (CHEXIM) et la Banque de développement de Chine (CDB), ont engagé environ 134,01 milliards de dollars sous forme de prêts souverains à 47 pays africains et à plusieurs institutions régionales. D'autres financiers chinois, notamment des banques commerciales et sociétés d'État ainsi que l'Agence chinoise d'aide à l'étranger, ont fourni 36,07 milliards de dollars supplémentaires. Les quelques 170,08 milliards de dollars de prêts chinois provenant des institutions chinoises de financement du développement et d'autres créanciers au cours de cette période sont allés principalement au secteur de l'énergie (35 %), suivi par celui des transports (29 %), celui des technologies de l'information et de la communication (TIC) (8 %), celui des services financiers (5 %) et celui de l'industrie et du commerce/des services (5 %), comme l'indique la figure 7a. Malgré leur appui significatif à plusieurs secteurs ayant fortement contribué au développement du continent ces dernières années, les prêts chinois à l'Afrique ont diminué depuis leur pic de 2016, comme le montre la figure 7b.

Dans l'ensemble, trois tendances relatives au rôle historique de la Chine dans le soutien à l'énergie et aux matériaux de transition en Afrique méritent d'être soulignées. Premièrement, les prêts des institutions chinoises de financement du développement dans le domaine de l'énergie en Afrique sont principalement destinés à des projets liés aux combustibles fossiles et n'ont apporté qu'un soutien limité au développement du potentiel de l'Afrique en matière d'énergies renouvelables. Deuxièmement, les prêts énergétiques ciblent à la fois des projets d'électrification et ceux d'extraction. Enfin, les prêts souverains chinois n'ont pas directement contribué à l'exploitation des matières premières de transition énergétique. Une analyse des portefeuilles de prêts énergétiques des institutions chinoises de financement du développement indique que ces dernières poursuivent deux objectifs distincts en Afrique : d'une part, répondre à la demande d'accès à l'énergie sur le continent, principalement par le biais d'infrastructures hydroélectriques, et, d'autre part, extraire des matières premières telles que le pétrole.

La banque CHEXIM et la CDB ont accordé environ un tiers de leurs prêts au secteur de l'énergie en Afrique, soit environ 52,38 milliards de dollars entre 2000 et 2022, comme le montre la figure 8. En termes de sources d'énergie, les deux institutions se sont principalement concentrées sur le pétrole, l'hydroélectricité et le charbon. Les projets pétroliers ont attiré environ

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

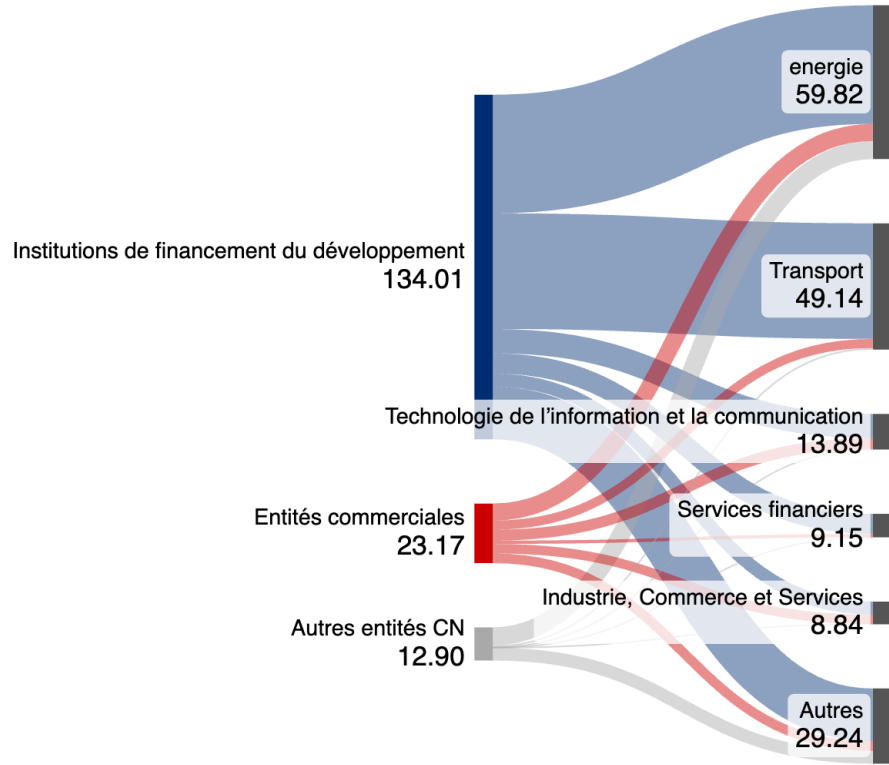
Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

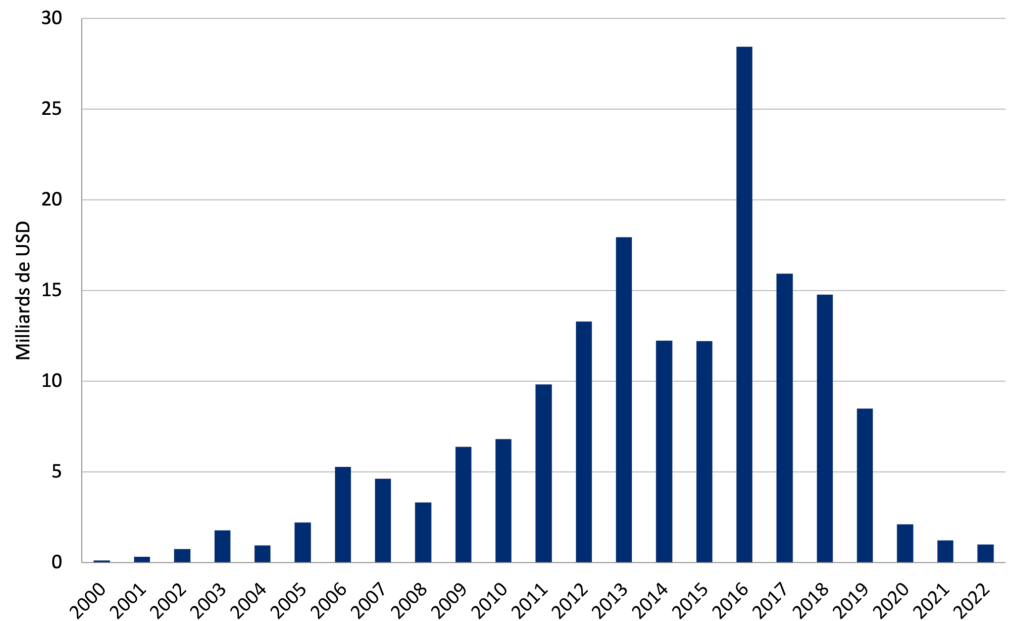
Bibliographie

Figure 7a Prêts chinois à l'Afrique par secteur en milliards USD de 2000 à 2022



Source : Chinese Loans to Africa Database (Base de données des prêts chinois à l'Afrique), 2023. Boston University Global Development Policy Center.

Figure 7b Prêts chinois à l'Afrique de 2000 à 2022

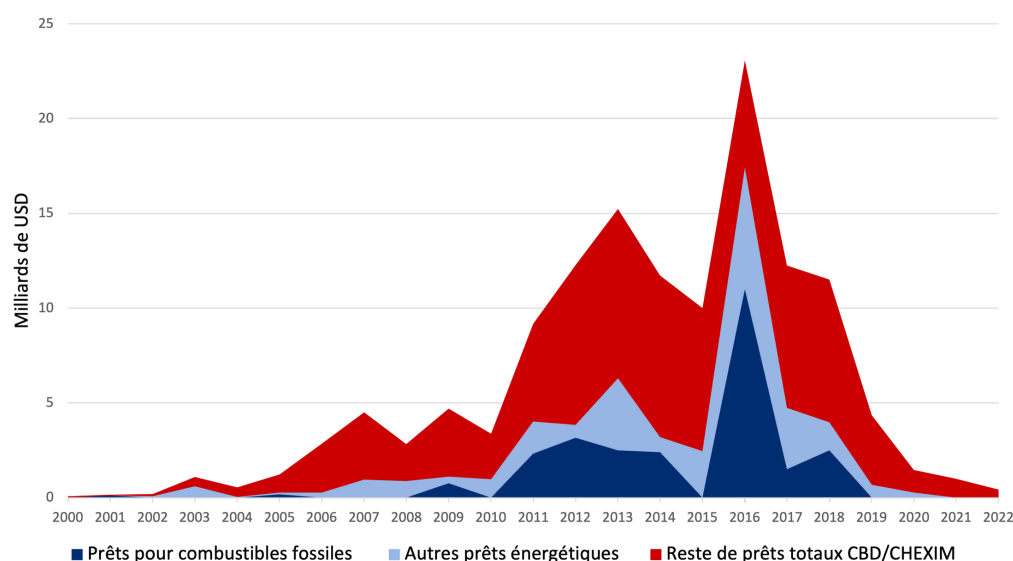


Source : Chinese Loans to Africa Database (Base de données des prêts chinois à l'Afrique), 2023. Boston University Global Development Policy Center.

18,24 milliards de dollars (35 %) de financement de la part institutions chinoises de financement du développement au cours des deux dernières décennies, la grande majorité (17,50 milliards de dollars) étant destinée aux activités d'exploration/extraction.

Si l'on ajoute les engagements en faveur des projets liés au charbon (5,30 milliards de dollars) et au gaz/GNL (2,93 milliards de dollars), l'appui financier total combiné des deux banques (CHEXIM et CDB) aux projets de combustibles fossiles entre 2000 et 2022 s'est élevé à 26,47 milliards de dollars. Cela représente 51 % des fonds de la CHEXIM et de la CDB consacrés aux projets énergétiques en Afrique et 20 % de l'ensemble de leur portefeuille de prêts sur le continent. Les 16,35 milliards de dollars alloués à l'hydroélectricité représentent un pourcentage plus modeste, mais néanmoins significatif, de 31 % de l'ensemble des prêts accordés par la CHEXIM et la CDB dans le domaine de l'énergie (Boston University Global Development Policy Center, 2023a).

Figure 8 Prêts chinois à l'Afrique : Prêts à l'énergie et total des prêts de 2000 à 2022



Source : Chinese Loans to Africa Database (Base de données des prêts chinois à l'Afrique), 2023. Boston University Global Development Policy Center.

Les données disponibles suggèrent que la Chine honore son engagement de 2021 de ne pas fournir de fonds pour la construction de nouvelles centrales électriques alimentées au charbon à l'étranger, mais son autre promesse de soutien accru aux énergies renouvelables dans les pays en développement n'est pas encore devenue une réalité (Springer et al. 2023). Avant 2021, les banques CHEXIM et CDB ont contribué à hauteur de 5,30 milliards de dollars à des projets liés au charbon en Afrique. Sur les deux années 2021 et 2022, les institutions de financement du développement chinoises ont non seulement cessé de financer des projets liés au charbon, mais elles n'ont pas non plus engagé de nouveaux fonds dans le secteur énergétique africain (Springer et al. 2023, Moses et al. 2023). Compte tenu de la position dominante de la Chine dans les technologies vertes, ainsi que de son intérêt passé pour le secteur énergétique africain, il est probable que le faible volume de prêts de ces dernières années représente un effort de réorientation des flux financiers vers des projets plus écologiques, plutôt qu'un arrêt des prêts au secteur énergétique du continent. À ce jour, les 975,11 millions de dollars que la

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

CHEXIM et la CDB ont acheminés vers des projets d'énergie renouvelable sont modestes par rapport aux fonds consacrés aux sources d'énergie fossiles.

La maigre part des portefeuilles de prêts de la CHEXIM et de la CDB consacrée aux énergies renouvelables peut s'expliquer par les réserves générales des institutions de financement du développement au niveau international s'agissant de financer des énergies renouvelables, ainsi que par des dynamiques propres aux institutions chinoises de financement du développement. L'absence de données à long terme portant sur des projets et le manque général d'expertise de la part des institutions de financement du développement en matière de technologies renouvelables représentent des lacunes de connaissances qu'il faudra du temps pour combler (Peimani 2018 ; Munoz Cabre 2020). Les risques associés aux nouvelles technologies font que les institutions de financement du développement intrinsèquement conservatrices et soucieuses de leur cote de crédit hésitent à financer des projets d'énergie renouvelable. En outre, le favoritisme dont les institutions de financement du développement chinoises ont fait preuve à l'égard des entreprises d'État dans le passé peut avoir influencé par inadvertance leur allocation de fonds au détriment des projets à l'étranger impliquant les types de technologies vertes qui sont dominées par des entreprises chinoises supposées être privées (Lund Larssen et Ohler 2021).

Les projets énergétiques appuyés par les banques CHEXIM et la CDB se sont concentrés dans les sous-secteurs de la production d'électricité (36 %) et de la prospection/extraction (35 %), avec des contributions significatives aux projets de transmission et de distribution (18 %). Dans l'ensemble, 54 % des prêts à l'énergie ont financé l'électrification (production d'électricité et infrastructures de transmission et de distribution). Il convient toutefois de noter que les projets de prospection et d'extraction sont souvent liés à des projets de production d'électricité financés par les institutions chinoises de financement du développement, et en particulier à des projets de production d'énergie hydroélectrique, et qu'ils sont financés par ces projets. Le financement des projets hydroélectriques a été fortement concentré dans le sous-secteur de production d'électricité (68 %). La base de données des prêts chinois à l'Afrique gérée par le Global Development Policy Center de l'Université de Boston recense au moins huit projets hydroélectriques financés par la banque CHEXIM pour un montant de 4,25 milliards de dollars (26 % de l'ensemble des prêts hydroélectriques), qui sont destinés à soutenir l'extraction de métaux divers.

L'appui financier des institutions chinoises de financement du développement à d'autres aspects de la transition énergétique en Afrique a été tout aussi modeste à ce jour. Dans la base de données des prêts chinois à l'Afrique (CLA) il n'y a pas de données montrant que les emprunteurs souverains africains ont reçu des financements chinois pour le développement à l'étranger visant à faire progresser les activités intermédiaires ou en aval associées à la production de batteries, pourtant un domaine de croissance que plusieurs gouvernements africains ont identifié comme une opportunité de progresser dans la chaîne de valeur et qu'ils ont cherché à exploiter avec le soutien de partenaires extérieurs (BAD 2023). La percée de la Chine dans les projets d'extraction de minéraux de transition énergétique et de raffinage/traitement des minéraux en Afrique est en grande partie due aux investissements directs étrangers et aux entreprises supposées être privées plutôt qu'aux apports combinés des institutions chinoises de financement du développement et des entreprises étatiques qui ont été le fer de lance des efforts antérieurs pour s'assurer de l'accès aux ressources en combustibles fossiles en Afrique, comme le montrera la section suivante.

Néanmoins, les prêts chinois ont joué un rôle clé dans la recherche par la Chine de minéraux nécessaires à la transition énergétique en Afrique, bien que les données disponibles suggèrent que les prêts déployés à cette fin ne prennent pas la forme de prêts souverains. Les prêts chinois destinés à l'extraction et au raffinage/traitement des matériaux de transition énergétique suivent plutôt trois schémas. Premièrement, les prêts peuvent être accordés directement à des sociétés minières chinoises qui cherchent à acquérir ou à développer des actifs miniers ou de traitement. Par exemple, les 15 sociétés minières chinoises opérant dans des projets d'extraction de cobalt en République démocratique du Congo ont reçu au moins 12 milliards de dollars de prêts de la part des institutions financières chinoises (Searcey et al. 2021). Deuxièmement, les créanciers chinois peuvent diriger des fonds vers des coentreprises sino-africaines ou des véhicules de titrisation (SPV) avec une participation minoritaire du gouvernement africain. Parmi les exemples, citons les prêts de la CDB en 2014 et 2015, d'un montant de 59 millions de dollars, au véhicule de titrisation sous le nom de Zambia-China Economic and Trade Cooperation Zone (Zone Zambie-Chine de coopération économique et commerciale), qui héberge des installations de traitement des minéraux (Global Times 2015). Troisièmement, les prêts chinois sont utilisés dans le cadre d'accords permettant aux entreprises chinoises d'exploiter les ressources naturelles en échange de prêts d'infrastructure accordés par des banques chinoises. Un exemple de ces accords Ressources contre Infrastructures (RFI) est le prêt de 20 milliards de dollars garanti par la bauxite et octroyé à la Guinée par la Banque industrielle et commerciale de Chine en 2017 (Boston University Global Development Policy Center 2023b). Ces accords permettent aux entreprises chinoises d'accéder directement aux ressources naturelles et de les contrôler (partiellement), mais en même temps les exposent aux risques inhérents au développement de projets miniers. Ce qui les distingue ainsi des prêts garantis par des ressources naturelles, prêts octroyés principalement à l'Angola et qui ont été remboursés par le biais des recettes des exportations de pétrole vers la Chine, mais n'ont pas impliqué l'accès de la Chine à des ressources spécifiques.

Au cours des deux dernières décennies, les institutions chinoises de financement du développement ont accordé un appui financier considérable aux infrastructures lourdes en Afrique, en particulier aux projets de production et d'extraction d'énergie, mais malgré cela le montant des prêts a diminué ces dernières années (Moses et al. 2023). Bien que les prêts aient diminué, la dette des pays africains demeure, ce qui limite leur potentiel d'emprunt futur.

LA DETTE DES PAYS AFRICAINS ET LE RÔLE DE LA CHINE

La dette publique totale de l'Afrique (intérieure et extérieure) suit une trajectoire ascendante depuis 2000 ; elle a considérablement augmenté due aux dépenses budgétaires considérables encourues lors de la pandémie de COVID-19. Selon le Fonds monétaire international (FMI) (2023), le ratio médian de la dette publique par rapport au PIB a augmenté d'environ 30 points de pourcentage, passant de 28,8 % du PIB en 2021 à 59,1 % en 2022 en Afrique subsaharienne. Plus précisément, la dette extérieure de l'Afrique en pourcentage du PIB a augmenté de 13 % entre 2010 et 2021, un taux plus élevé que ceux d'Amérique latine et des Caraïbes (10 %) et d'Europe et d'Asie centrale (3 %) (Gallagher et al. 2023b). Comme plusieurs pays d'Afrique restent sensibles à des niveaux élevés de surendettement (Kedir et al. 2023), les ratios dette-PIB devraient se stabiliser autour de 65 % en 2024 en raison des besoins de financement croissants entravés par l'augmentation des factures d'importation de denrées alimentaires et d'énergie, par les coûts élevés du service de la dette dus aux hausses des taux d'intérêt, et par les dépréciations des taux de change et les risques de refinancement (BAD 2023).

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

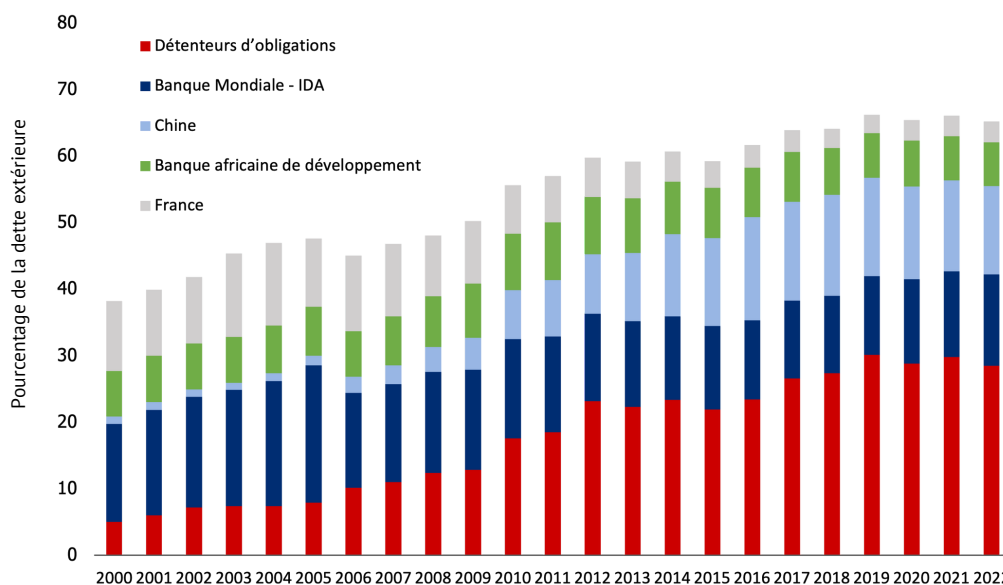
Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

La part de la Chine dans la dette extérieure de l'Afrique a également augmenté considérablement au fil du temps, passant de 1 % de la dette extérieure en 2000 à 13 % en 2022, soit à peu près autant que la part de la Banque mondiale. Il ne fait aucun doute que cette dette est associée aux emprunts de l'Afrique pour les infrastructures, car le pic de 2016 de la part de la Chine dans la dette extérieure de l'Afrique (16 %) coïncide avec l'année record des prêts chinois à l'Afrique. Néanmoins, la Chine n'est pas le seul ou le principal acteur de l'évolution de la dette extérieure de l'Afrique. Actuellement, les principaux créanciers de l'Afrique comprennent également les détenteurs d'obligations, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la France. La Chine et ces autres créanciers ensemble détenaient 65 % de la dette extérieure du continent en 2022, contre 38 % en 2000, comme le montre la figure 9. C'est en fait les détenteurs d'obligations qui se taillent la part du lion dans la dette extérieure de l'Afrique. Leur rôle s'est considérablement accru après la crise financière mondiale de 2008 qui a conduit à des taux d'intérêt bas pendant une longue période, incitant ainsi les investisseurs à rechercher des rendements plus élevés sur les marchés émergents. Cette dynamique a conduit les détenteurs d'obligations à s'approprier 28 % de la dette extérieure de l'Afrique en 2022.

Figure 9 Les cinq principaux créanciers des économies africaines de 2000 à 2022



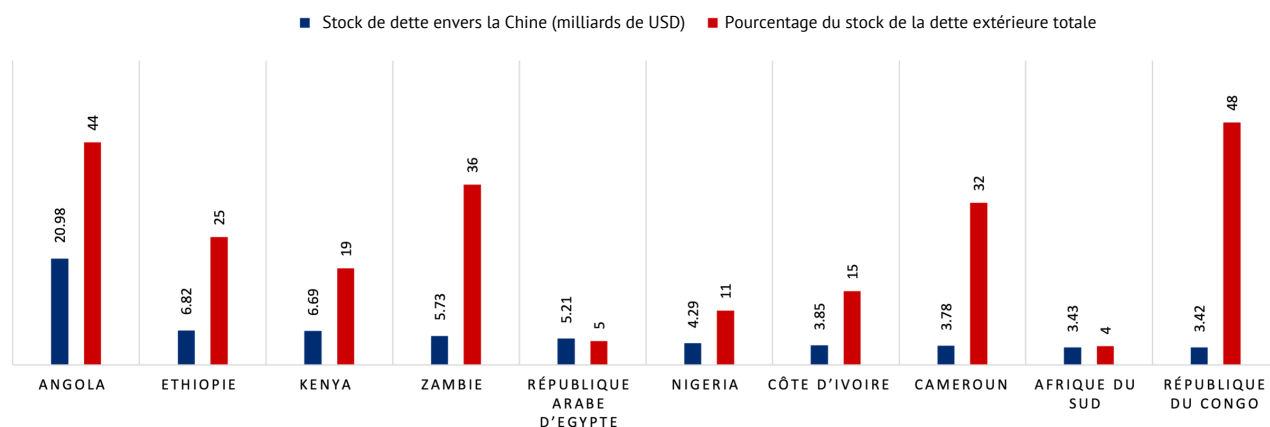
Source : World Bank International Debt Statistics (Statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale), 2023.

Le rôle de la Chine dans la dette des pays africains les plus vulnérables au surendettement mérite d'être mentionné. En termes de stock de dette, la figure 10 montre qu'en 2022 les plus grands débiteurs de la Chine en Afrique étaient l'Angola (20,98 milliards de dollars), l'Éthiopie (6,82 milliards de dollars), le Kenya (6,69 milliards de dollars), la Zambie (5,73 milliards de dollars) et l'Égypte (5,21 milliards de dollars). Le stock et le service de la dette extérieure de l'Angola ont nettement diminué entre 2020 et 2022 en raison de la restructuration de la dette du pays en 2020 (Banque mondiale 2023). En particulier, les accords conclus avec les créanciers chinois dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du Groupe des 20 (G20) et un programme de restructuration de dette du FMI ont amélioré les

perspectives d'endettement et de croissance de l'Angola. Le programme du FMI a fourni un soutien financier et technique pour aider les pays producteurs de pétrole à sortir de la récession et à se redresser économiquement. Bien que l'Angola et le Kenya aient récemment évité de justesse le défaut de paiement et semblent bien préparés à refinancer leur dette existante, les trois pays africains qui ont fait défaut au cours des trois dernières années, à savoir la Zambie, le Ghana et l'Éthiopie, figuraient tous parmi les 10 premiers emprunteurs de la Chine en Afrique.

En termes d'allègement de la dette, la Chine a choisi de donner la priorité à la restructuration de la dette et à l'annulation des prêts à taux zéro en souffrance (Hwang et Moses 2022), plutôt qu'à l'annulation générale de la dette. Cependant, les négociations passées et celles en cours peuvent avoir un impact sur le montant des nouveaux prêts empruntés. Le redressement de l'Afrique après la crise actuelle de la dette prendra du temps, compte tenu de la hausse des taux d'intérêt au niveau mondial, de la perte de confiance des investisseurs et des créanciers, et des coûts futurs du service de la dette.

Figure 10 Les 10 premiers pays africains ayant un stock de dette envers la Chine en 2022



Source : World Bank International Debt Statistics (Statistiques de la dette internationale de la Banque mondiale), 2023.

Les gouvernements africains se sont engagés à couvrir environ 10 % du coût total de la mise en œuvre de la réponse climatique de l'Afrique, tandis que les 90 % restants devraient provenir en grande partie de sources publiques internationales et d'acteurs privés nationaux et internationaux (Guzman et al. 2022). Le fardeau actuel de la dette et l'augmentation du coût des emprunts laissent peu de place à un endettement supplémentaire des pays africains (BAD 2023). Si la Chine souhaite préserver les liens économiques qu'elle a tissés avec les pays africains au cours des deux dernières décennies, un rééquilibrage vers d'autres formes de relations économiques, telles que le financement par émission d'actions, sera nécessaire.

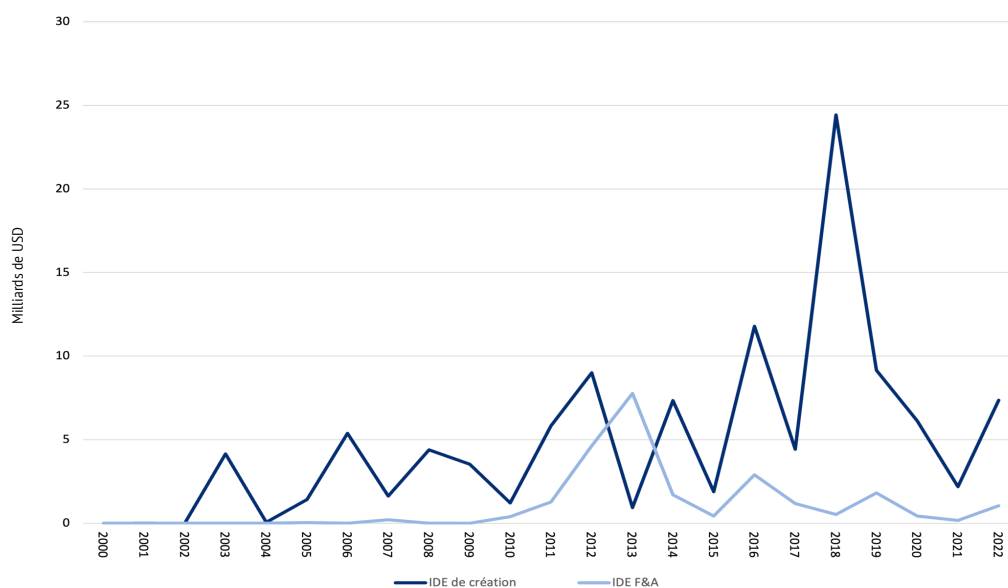
Nairobi, Kenya. Photo by Michael Muli via Unsplash.



TENDANCES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS DE LA CHINE EN AFRIQUE, DE L'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE L'APPUI À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Les investissements directs étrangers sont un canal par lequel les pays africains utilisent des capitaux étrangers pour leurs objectifs de développement sans aggraver leur niveau d'endettement. La baisse des prêts chinois à l'Afrique, due en partie aux inquiétudes concernant le surendettement du continent et le non-remboursement de sa dette envers la Chine, a conduit à l'accroissement des investissements directs étrangers chinois en tant qu'option viable pour de nouveaux capitaux. Les tendances passées en matière d'investissements directs étrangers chinois montrent que les investisseurs chinois considèrent le continent africain comme une destination pour divers types d'investissements rentables. Entre 2000 et 2022, les entreprises chinoises ont annoncé 112,34 milliards de dollars d'IDE à investir dans des projets entièrement nouveaux et ont effectivement dépensé 24,60 milliards de dollars dans des fusions et acquisitions concernant des projets et des entreprises à risque en Afrique, comme le montre la figure 11. Au moins deux tiers de ces investissements directs étrangers ont été destinés à des pays riches en ressources naturelles, dont l'Algérie, la République démocratique du Congo, l'Égypte, le Ghana, la Guinée, le Maroc, le Nigeria, le Niger, la Zambie et le Zimbabwe. Le nombre

Figure 11 Évolution d'IDE chinois (de création de projets et des F&A) en Afrique de 2000 à 2022



Source : FDI Markets et Dealogic.

Remarque : Les données concernant les investissements directs étrangers de création de projets n'étaient pas disponibles avant 2003.

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

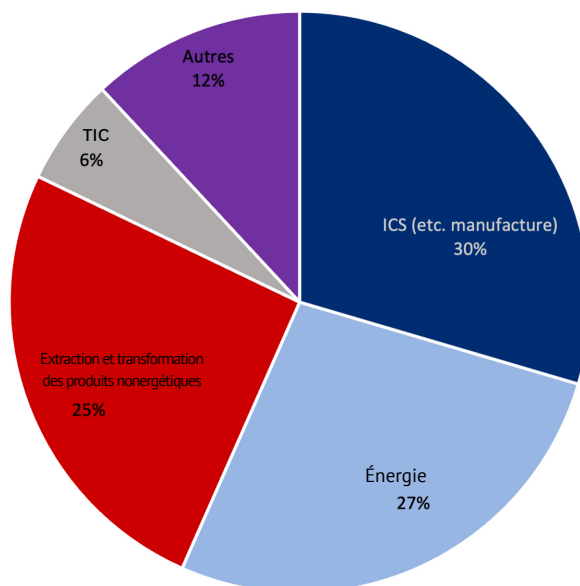
d'annonces d'investissements de création des projets entièrement nouveaux est resté généralement le même depuis le début des années 2000, tandis que les opérations de fusion-acquisition ont augmenté après la crise financière mondiale de 2008. Depuis la réduction progressive de la pandémie de COVID 19, les deux formes d'investissements directs étrangers semblent être à la hausse, ce qui laisse entrevoir des possibilités de croissance accrue.

Plusieurs tendances se dégagent des prises de participation chinoises dans le secteur de l'énergie et des matériaux de transition énergétique. Premièrement, les investissements directs étrangers pour des projets entièrement nouveaux et pour des fusions-acquisitions rentrent dans le cadre du volet de l'extraction en soutenant la prospection, l'extraction et le raffinage des matières premières énergétiques et des matériaux de transition énergétique, en particulier le pétrole, le cuivre, l'aluminium et le fer. Deuxièmement, les plus grandes entreprises d'État chinoises sont à l'avant-garde de ces investissements. Troisièmement, alors que les IDE pour les énergies renouvelables sont encore limités, les capitaux propres pour les matériaux de transition énergétique montrent que l'Afrique joue un rôle important dans la chaîne d'approvisionnement des technologies vertes et des infrastructures d'énergie renouvelable.

On parle d'IDE de création des projets entièrement nouveaux lorsqu'une société crée une nouvelle entreprise ou achète de nouvelles parts d'un projet. On arrive à collecter des données sur ce type d'IDE en recueillant les annonces d'intentions d'investissement dans des pays spécifiques. Les entreprises chinoises ont annoncé 112,34 milliards de dollars d'IDE de création dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services (30 %), de l'énergie (27 %), de l'extraction et de la transformation de produits non énergétiques (25 %), et des technologies de l'information et de la communication (TIC) (6 %). Les secteurs des transports, de l'eau/ assainissement/traitement de déchets, de l'agriculture, de la santé, des services financiers et autres représentent 12 % des annonces d'investissements nouveaux, comme le montre la figure 12.

La prédominance de ces secteurs est principalement due à d'importants investissements réalisés par des entreprises d'État chinoises désireuses d'étendre leur présence sur le marché

Figure 12 Répartition des IDE de création chinois en Afrique par secteur de 2000 à 2022



Source : FDI Markets et Dealogic.

Remarque : Le secteur de l'industrie, du commerce et des services (ICS) est majoritairement manufacturier.

en accord avec les politiques de l'initiative chinoise « la Ceinture et la Route » (BRI). Les plus grandes transactions ont impliqué des projets qui ont été articulés autour de partenariats avec des gouvernements africains pour exploiter les ressources naturelles et les préparer à l'exportation, comme le montre le tableau 2. A titre d'exemple, en 2018 le Groupe CITIC et le gouvernement algérien ont annoncé un accord de coopération pour développer conjointement une mine de phosphate dans la municipalité de Tebessa afin d'augmenter la production et les exportations d'engrais. Pour sa part, la plus grande compagnie pétrolière nationale de Chine (la China National Petroleum Corporation, CNPC), a fortement investi dans le développement en amont, à mi-chemin et en partie en aval de la production nationale de pétrole du Niger. En 2008, la CNPC a annoncé des accords d'investissement pour le développement de champs pétroliers à Agdem, au Niger, et d'un oléoduc Niger-Bénin de 2 000 kilomètres reliant ces champs pétroliers à Port Seme au Bénin (NS Energy n.d., AFP 2023), permettant au Niger de doubler sa production de pétrole brut et de le vendre sur les marchés mondiaux pour la première fois (AFP 2023). Dans un autre pays, les capitaux investis par Macrolink dans le développement de la mine de cuivre de Mwekera à Ndola, en Zambie, sont un autre exemple des investissements miniers financés par la Chine dans des pays riches en matières premières.

Tableau 2 Les trois principales annonces d'IDE de création par des entreprises chinoises en Afrique

Année	Entreprise d'Etat participante	Pays	Secteur	Milliards USD	Nom du projet
2018	CITIC Group	Algérie	Industrie et commerce/services	6	Construction d'une usine de phosphate
2003, 2008, 2021	China National Petroleum (CNPC)	Niger	Énergie, Pétrole	5	Champs pétroliers d'Agadem, construction de l'oléoduc Niger-Bénin et raffinerie
2012	Macrolink Group	Zambie	Extraction et transformation de produits non énergétiques, Cuivre	5	Mine de cuivre de Mwekera

Source : FDI Markets, Lopez 2023, AFP 2023, NS Energy n.d., MRA 2013.

Les investissements directs étrangers (IDE) portant sur les fusions et acquisitions (F&A) ont lieu lorsqu'une entreprise achète ou consolide une partie ou la totalité des parts de marché d'une entreprise à risque. Les données sur ce genre d'IDE sont obtenues en compilant, de la part des entreprises et de leurs conseillers, des informations sur les transactions déjà conclues. Les 24,60 milliards de dollars d'IDE investis par les entreprises chinoises en Afrique et portant sur les F&A se répartissent principalement entre l'exploitation et la transformation de produits non énergétiques (49 %) et l'énergie (46 %), ce qui montre que les d'IDE sous forme de F&A sont axés sur l'extraction, comme le montre la figure 13. Le reste d'IDE chinois sous forme de F&A a été consacré aux transports (3 %), à l'industrie et au commerce/services (1 %) et à d'autres secteurs (1 %) tels que les TIC, l'agriculture, les services financiers, l'eau/assainissement/traitement de déchets et la santé.

La CNPC est en tête de liste des principales entreprises ayant réalisé des investissements importants sous forme de fusions et acquisitions. Comme l'indique le tableau 3, elle est suivie

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

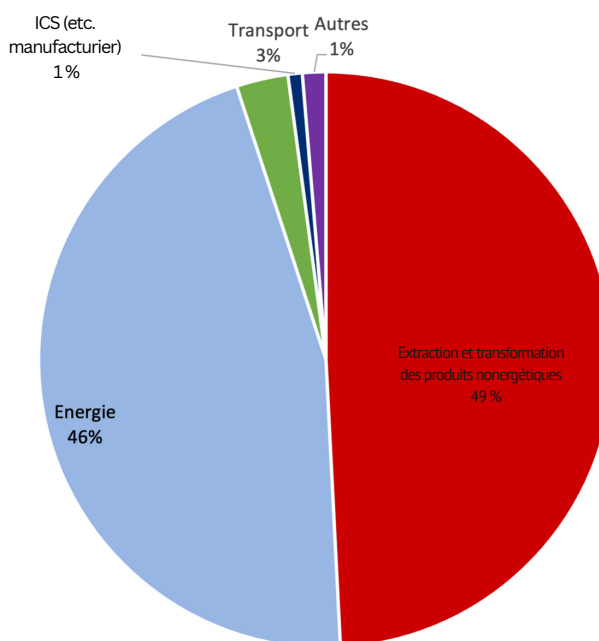
Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Figure 13 Répartition des IDE chinois sous forme de F&A en Afrique par secteur de 2000 à 2022



Source : FDI Markets et Dealogic.

Tableau 3 Les trois principaux accords portant sur les IDE de F&A conclus avec des entreprises chinoises en Afrique

Année	Acquéreur	Pays	Secteur	Milliards USD	Nom du projet
2013	China National Petroleum Corp (CNPC)	Mozambique	Énergie et gaz	4.21	Actifs pétroliers et gaziers (bloc gazier Secteur 4 au Mozambique)
2013	China Petrochemical Corporation (Sinopec)	Égypte	Énergie et pétrole	3.10	Apache Corp (entreprise égyptienne de pétrole et de gaz)
2016	China Molybdenum Co Ltd (CMOC)	Congo, République démocratique du	Extraction et traitement des produits non énergétiques (cuivre et cobalt)	2.77	Tenke Fungurume Mining SA

Source : Dealogic, Eni 2013, Apache Corp 2016, SEC 2016.

par les autres grandes compagnies pétrolières nationales chinoises, à savoir la China Petrochemical Corporation (Sinopec) et la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC). Ensemble, ces trois entreprises ont fourni au moins 45 % des IDE chinois de fusions-acquisitions en Afrique. Elles sont actives dans la chaîne d’approvisionnement du pétrole et du gaz dans diverses régions du monde, y compris l’Afrique. Pour sa part, la China Molybdenum Corporation (CMOC) est considérée comme la plus grande entreprise de cobalt au monde (Liu 2024). Actuellement elle en train de développer la mine de cuivre-cobalt de Tenke Fungurume

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

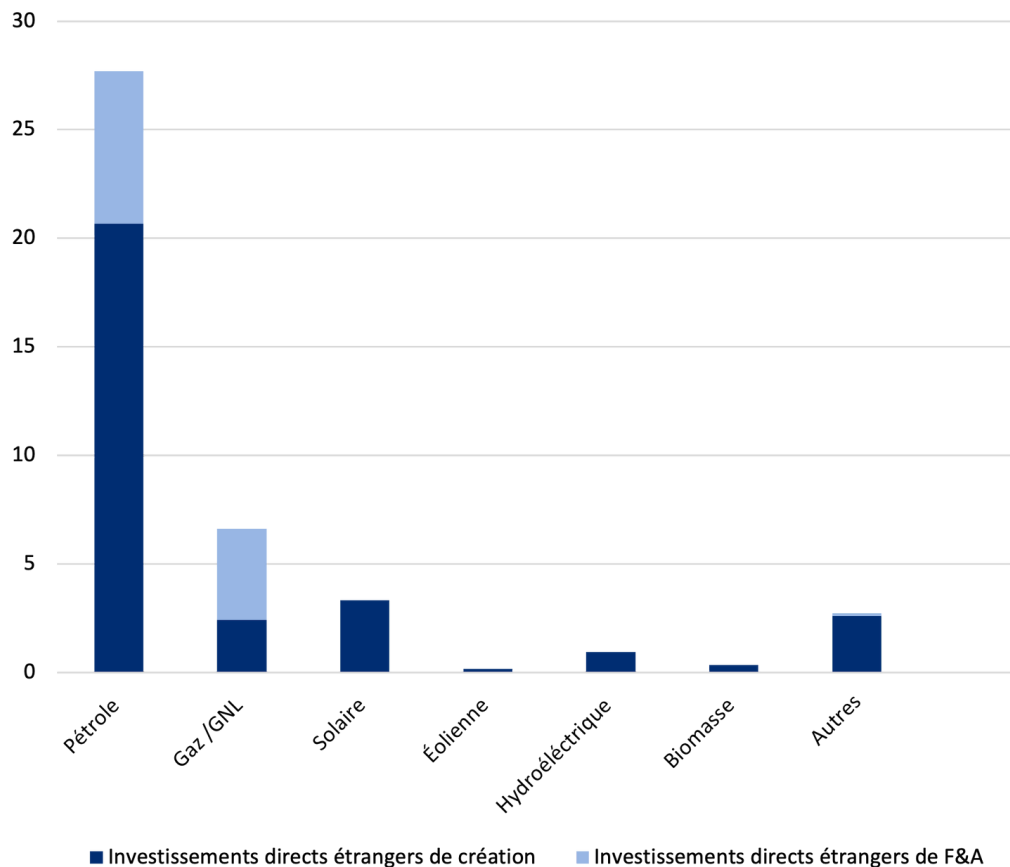
Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

en République démocratique du Congo. Parmi les autres grandes entreprises chinoises productrices de matières premières et qui sont impliquées dans des opérations de fusions-acquisitions il y a l'Aluminum Corporation of China Limited et la Shandong Iron and Steel Group Corporation Limited.

L'importance des IDE dans le secteur de l'énergie n'est pas surprenante compte tenu de l'abondance des ressources naturelles de l'Afrique en matière de combustibles fossiles et d'énergies renouvelables. La majorité des IDE de création de projets entièrement nouveaux et des IDE de fusions-acquisitions dans le secteur de l'énergie ont été investis dans des projets de combustibles fossiles, tandis que seuls les IDE de création de projets ont été investis dans les énergies renouvelables, comme le montre la figure 14. Environ 8 % de l'ensemble des IDE de création de projets liés à l'énergie ont été investis dans des projets solaires et éoliens, ce qui est un pourcentage élevé par rapport aux 2 % de prêts accordés par les institutions de financement du développement pour le secteur de l'énergie. Les investissements dans l'hydroélectricité, la biomasse et d'autres sources d'énergie ont représenté 13 % du reste des IDE de création investis dans des projets énergétiques. Contrairement aux entreprises des autres pays du G20 qui se sont largement concentrées sur les investissements dans le gaz et les combustibles fossiles mixtes en Afrique (Moses 2023), les projets pétroliers ont attiré 81 % de l'ensemble des investissements directs étrangers chinois dans le domaine des combustibles fossiles.

Figure 14 Investissements directs étrangers chinois dans le secteur de l'énergie en Afrique par source de 2000 à 2022



Source : FDI Markets et Dealogic.

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

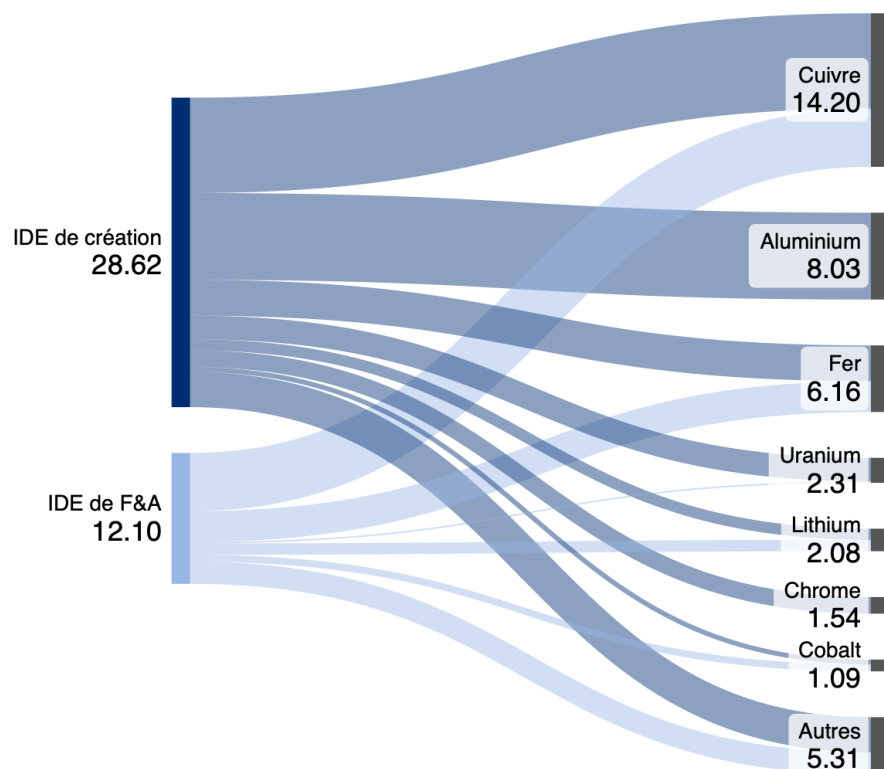
Bibliographie

Par rapport à la répartition des financements chinois du développement, les investissements directs étrangers chinois (IDE) sont plus orientés vers le secteur des énergies renouvelables, en particulier par le biais des IDE de création de projets entièrement nouveaux dans le domaine de l'énergie solaire. Environ 3,31 milliards de dollars d'IDE chinois de création de projets ont été annoncés pour des projets d'énergie solaire, aussi bien de petite que de grande taille, portant sur l'installation de panneaux et de parcs photovoltaïques générant des mégawatts. Un consortium d'entreprises multinationales chinoises, privées, publiques et mixtes à capitaux chinois et internationaux, fournit des investissements directs étrangers dans le domaine de l'énergie solaire : les plus importantes d'entre elles sont Shanghai Electric, Power Construction Corporation of China (PowerChina) et Hanergy Holdings Group. Seule une annonce d'investissement dans la création d'un projet éolien a été identifiée, émanant d'une société basée à Hong Kong pour un parc éolien de petite taille. La faiblesse des investissements dans les énergies renouvelables, par rapport aux investissements dans les combustibles fossiles, est surprenante compte tenu du rôle de la Chine en tant que premier fournisseur et fabricant de technologies d'énergie renouvelable (AIE 2023). Toutefois, les montants relativement faibles des IDE dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique sont peut-être un signe qu'il existe des opportunités futures pour le type d'expansion qui est déjà en cours dans le domaine de la prospection, de l'extraction et de la transformation des minéraux et des métaux qui sont des intrants cruciaux pour les équipements d'énergie renouvelable.

Le secteur de l'extraction et de la transformation des produits non énergétique a reçu 28,62 milliards de dollars d'IDE chinois de création de projets entièrement nouveaux et 12,10 milliards de dollars d'IDE portant sur les F&A, comme le montre la figure 15. Les investissements dans l'extraction du cuivre ont représenté environ un tiers des capitaux destinés aux métaux et aux minéraux et se sont concentrés en République démocratique du Congo, en Zambie et en Ouganda. Le cobalt et le lithium sont également parmi les principaux minéraux dont l'extraction a attiré les IDE chinois. Avec le cuivre, les deux minéraux sont essentiels pour la fabrication des batteries au lithium-ion servant de batteries des véhicules électriques (VE) et d'autres technologies d'énergie renouvelable. Le matériau dont l'extraction a reçu le deuxième montant d'investissement le plus élevé est l'aluminium, un matériau dont la demande est l'une des plus élevées lors de la construction de panneaux solaires photovoltaïques (Aluminum Association n.d., Moreira et al. 2023). La demande pour ce minéral pourrait augmenter dans les années à venir, à mesure que la pression pour l'énergie solaire s'accroît. Les investissements dans l'extraction du minerai de fer et la construction des usines de transformation de l'acier ont également représenté une part importante des IDE chinois. Le fer, qui peut également être converti en acier, joue un rôle essentiel dans les infrastructures éoliennes, solaires et hydroélectriques. Le reste des investissements directs étrangers chinois dans les matériaux de transition énergétique a été réparti entre des projets d'extraction d'uranium, du chrome, de l'argent et de l'or, du nickel, du calcaire et d'autres matériaux mixtes.

Quand il s'agit de penser au but et à l'utilisation des IDE chinois, les projets d'extraction, de raffinage et de distribution de combustibles fossiles dominent largement. Par exemple, les investisseurs chinois ont investi dans des projets de champs pétroliers au Nigeria, des oléoducs au Mozambique et des raffineries en Algérie. Même s'il y a peu de projets d'électrification financés par les IDE chinois, ceux qui existent utilisent tout de même des énergies renouvelables et à l'hydroélectricité. Certains de ces projets d'électrification servent aussi à appuyer l'extraction. Par exemple, alors que la centrale hydroélectrique FE2 au Gabon est financée à des fins d'électrification domestique, le barrage hydroélectrique d'Amaria en Guinée est financé

Figure 15 IDE chinois pour l'extraction et la transformation des produits non énergétiques en Afrique, par métal ou minéral, en milliards de dollars, de 2000 à 2022



Source : FDI Markets et Dealogic.

pour alimenter les opérations d'extraction de bauxite (African Energy 2019, Ministry of Energy Gabon 2018). Quant à l'utilisation des IDE pour financer l'extraction et la transformation de produits non énergétiques, 99 pour cent de ce financement va à l'extraction et la transformation de minéraux et de métaux.

Dans l'ensemble, les tendances décrites ci-dessus montrent que les IDE chinois sont susceptibles d'être utilisés pour financer l'extraction des ressources énergétiques et des matériaux de transition énergétique, ce qui rejoint plusieurs objectifs de la politique industrielle chinoise. La nécessité d'obtenir du pétrole à l'étranger pour alimenter l'économie croissante de la Chine a été la pierre angulaire du précurseur de l'Initiative « Ceinture et Roue » (Belt and Road Initiative, BRI), à savoir la politique du «Going Out» qui a été lancée vers 2000 (Kobayashi 2008). Plus récemment, les démarches de la Chine pour favoriser le développement de son secteur des véhicules électriques (VE) ont inclus un appui financier assez généreux aux entreprises qui œuvrent à acquérir des ressources primaires essentielles, souvent sous la forme de prêts pour des acquisitions à l'étranger, comme nous l'avons souligné dans la section précédente.

Les données sur le commerce entre la Chine et l'Afrique montrent qu'un grand nombre de ces matières premières extraites et transformées sont ensuite exportées vers la Chine. Les pays africains bénéficient sans nul doute de ce commerce grâce aux recettes d'exportation, ce qui profite à leurs économies. Toutefois, étant donné que l'utilisation des IDE pour financer les combustibles fossiles va à l'encontre des objectifs mondiaux en matière de transition

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

énergétique, ce type de financement nécessite un équilibre délicat. Bien que les investissements dans les matériaux essentiels à la transition énergétique montrent le rôle primordial que jouent les pays africains en amont dans la chaîne d'approvisionnement des technologies d'énergie renouvelable, l'extraction de ces matières premières ne concorde pas avec la notion d'accès accru à l'énergie

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

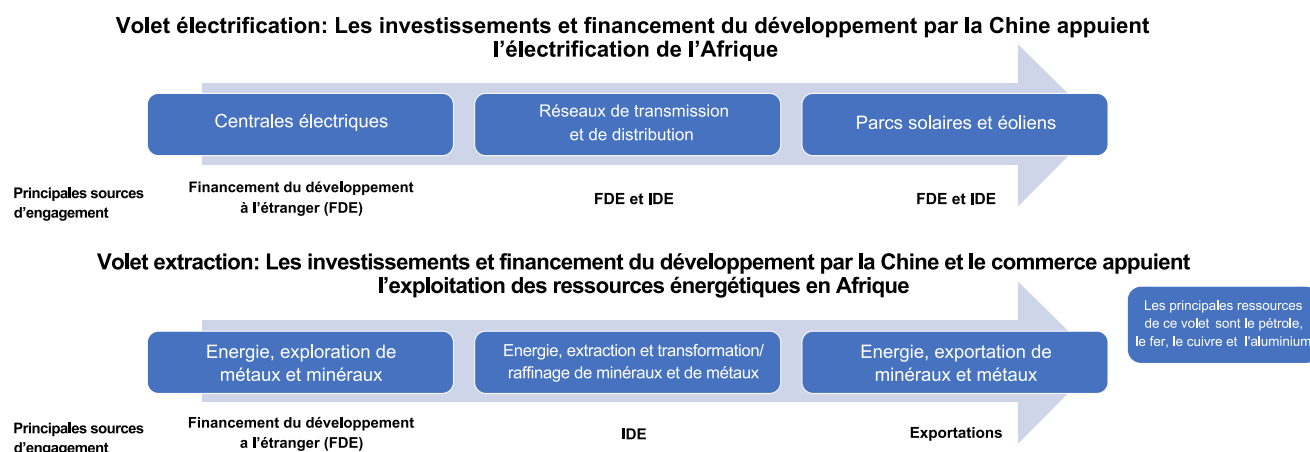
CONCLUSION : PERSPECTIVES D'AVENIR DES RELATIONS ÉCONOMIQUES ENTRE LA CHINE ET L'AFRIQUE EN MATIÈRE D'ACCÈS À L'ÉNERGIE ET DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Une vue d'ensemble des relations économiques entre la Chine et l'Afrique décrit les principales tendances et le rôle historique que la finance et le commerce chinois ont joué dans les secteurs de l'énergie et des matériaux de transition énergétique en Afrique. Ces relations ont largement suivi les voies divergentes mais complémentaires de l'électrification et de l'extraction, comme le montre la figure 16. Alors que la Chine finance les infrastructures d'électrification telles que les centrales électriques, les lignes de transmission et de distribution d'énergie et les parcs solaires et éoliens à travers son financement du développement à l'étranger et de certains de ses investissements directs étrangers, elle investit également massivement dans la prospection, l'extraction et l'exportation de pétrole, de cuivre, de minerai de fer et d'aluminium à partir de l'Afrique à travers des financements, des IDE et d'échanges commerciaux. Cependant, les pays africains ne bénéficient pas encore de tous les avantages des technologies d'énergie renouvelable basées sur ces matières premières.

C'est dans ce contexte que la Chine a la possibilité d'accroître son soutien aux énergies renouvelables non seulement par le biais du financement des technologies d'énergie renouvelable, mais aussi par l'exportation de ces technologies vers l'Afrique. Par ailleurs, il est également nécessaire d'aligner l'engagement économique de la Chine sur les besoins d'accès à l'énergie de l'Afrique et sur ses ambitions de remonter la chaîne de valeur dans les industries utilisant les mêmes intrants primaires dont elle est la source. D'autres analyses des tendances de l'engagement économique de la Chine en Afrique ont tiré des conclusions sur la manière dont les pays africains peuvent orienter leurs futures relations économiques avec la Chine (Chen et al. 2024). Les pays africains doivent accroître la diversification de leurs économies s'ils veulent promouvoir une croissance durable, tirer parti de la transition verte et accroître leur capacité de transformation des matières premières dans le cadre de leurs relations avec les pays partenaires, y compris la Chine (Chen et al. 2024).

L'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique sera façonné par des défis et des opportunités. En ce qui concerne les défis, certains pays africains sont confrontés à un fardeau d'une dette qui s'avère de plus en plus difficile à rembourser, ce qui limite leur capacité à attirer des financements d'une dette supplémentaire à des taux abordables. Ces dernières années, les institutions chinoises de financement du développement sont de plus en plus réticentes à accorder des prêts pour les grands projets d'infrastructures lourdes qui ont marqué l'engagement antérieur de la Chine en l'Afrique (Moses et al. 2023). Pourtant, l'intervention africaine pour la transition verte, la demande de matériaux de transition énergétique, et

Figure 16 L'engagement économique chinois à deux volets en faveur de l'énergie et des matériaux de transition énergétique



Source : Compilation des auteurs.

l'intégration régionale du continent même offrent des opportunités pour de nouvelles formes d'engagement.

Du côté chinois, une prise de conscience accrue des préoccupations environnementales dans les pays partenaires amène les institutions chinoises de financement du développement à rechercher des projets plus écologiques, et c'est dans cette optique que la domination chinoise dans les technologies vertes peut amener les entreprises et investisseurs chinois à rechercher des projets à l'étranger susceptibles d'absorber l'offre intérieure excédentaire. Du côté africain, les fournisseurs d'intrants primaires pour les technologies vertes tirent de plus en plus parti de leurs atouts pour conclure de meilleurs accords et ainsi avancer d'un cran dans la chaîne de valeur. Les efforts d'intégration régionale en cours, comme la création de la Zone de libre-échange continentale africaine, peuvent également renforcer le pouvoir de négociation des pays africains vis-à-vis de Pékin et améliorer les termes de l'échange avec la Chine.

Pour que les relations économiques entre la Chine et l'Afrique gardent leur importance, il est inévitable de passer d'un financement de la dette à un financement par prise de participation. Les relations économiques passées ont aidé les pays africains à surmonter les goulets d'étranglement dans le financement de leurs infrastructures, mais elles ont reproduit les mêmes schémas commerciaux dans lesquels l'Afrique se voit échanger ses ressources naturelles contre des produits finis. Si la Chine et les pays africains entendent éviter ces schémas du passé et s'atteler à atteindre les objectifs de développement actuels tels que l'accès à l'énergie et la transition énergétique, alors les objectifs prometteurs pour la coopération future sont les prêts à des conditions préférentielles, le financement par prise de participation et le commerce axé sur les énergies renouvelables et les industries vertes à valeur ajoutée.

BIBLIOGRAPHIE

African Development Bank Group (AfDB). 2023. "African Economic Outlook 2023," <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2023>

African Energy. 2019. "Guinea: Bauxite Developer Signs Dam Concession Agreement." <https://www.africa-energy.com/news-centre/article/guinea-bauxite-developer-signs-dam-concession-agreement>

African Energy Commission (AEFRC). N.d. African Energy Transition Programme. African Union. <https://au-afrec.org/energy-transition-programme#:~:text=It%20aims%20to%20fully%20mobilize,facing%20most%20industrialized%20and%20emerging>

Agence France Presse (AFP). 2023. "Niger Commissions Oil Pipeline to Benin." <https://www.barrons.com/news/niger-commissions-oil-pipeline-to-benin-be4376ef>

African Union. N.d. "Agenda 2063: The Africa We Want." <https://au.int/en/agenda2063/overview>

Aluminum Association. n.d. "Aluminum a Key Material for Renewable Energy." <https://www.aluminum.org/aluminum-key-material-renewable-energy>

Apache Corporation. 2016. "Apache and Sinopec Enter Upstream Oil And Gas Partnership." <https://www.prnewswire.com/news-releases/apache-and-sinopec-enter-upstream-oil-and-gas-partnership-221719951.html>

Boston University Global Development Policy Center. 2023a. China's Global Energy Finance Database. <http://www.bu.edu/cgef>.

Boston University Global Development Policy Center. 2023b. Chinese Loans to Africa Database. Retrieved from <http://bu.edu/gdp/chinese-loans-to-africa-database>.

Chen, Shaofeng. 2008. "Motivations behind China's Foreign Oil Quest: A Perspective from the Chinese Government and the Oil Companies." *Journal of Chinese Political Science*; Dordrecht Vol. 13, Iss. 1: 79-104. <https://www.proquest.com/docview/225431133?parentSessionId=sQiDCLGre68qgzCg0LuqkInSuVHYuXqyxucdRLri4JU%3D&pq-origsite=primo&sourcetype=Scholarly%20Journals>

Chen, Wenjie, Michele Fornino and Henry Rawlings. 2024. "Navigating the Evolving Landscape of China and Africa's Economic Engagements." International Monetary Fund. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2024/02/23/Navigating-the-Evolving-Landscape-between-China-and-Africas-Economic-Engagements-545104>

Dealogic. 2023. Mergers and Acquisitions Database. <https://dealogic.com/content/>

Eni. 2013. "Eni Sells a 20% Share of Area 4 in Mozambique to CNPC..." <https://www.eni.com/en-IT/media/press-release/2013/03/eni-sells-a-20-share-of-area-4-in-mozambique-to-cnpc-and-signs-a-joint-study-agreement-for-cooperation-for-the-development-of-the-rongchang-shale-gas-block-in-china.html>

Financial Times. 2023. fDi Markets Database. <https://www.fdimarkets.com/>

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Gallagher, Kevin P., William Kring, Rebecca Ray, Oyintarelado Moses, Cecilia Springer, Lin Zhu, and Yan Wang. 2023a. "The BRI at Ten: Maximizing the Benefits and Minimizing the Risks of China's Belt and Road Initiative." Boston University Global Development Policy Center. <https://www.bu.edu/gdp/2023/10/09/the-bri-at-ten-maximizing-the-benefits-and-minimizing-the-risks-of-chinas-belt-and-road-initiative/>

Gallagher, K.P., Ramos, L., Were, A., and Zucker-Marques, M. 2023b. "Africa's Inconvenient Truth: Debt Distress and Climate-Resilient Development in Sub-Saharan Africa." Boston, London, Berlin: Boston University Global Development Policy Center; Centre for Sustainable Finance, SOAS, University of London; Heinrich-Böll-Stiftung. <https://www.bu.edu/gdp/2023/08/30/africas-inconvenient-truth-debt-distress-and-climate-resilient-development-in-sub-saharan-africa/>

Global Times. 2015. China loans Zambia 29 min for infrastructure. <https://www.globaltimes.cn/content/927433.shtml>

Guzman, Sandra, Greta Dobrovich, Anna Balm and Chavi Meattle. 2022. "Climate Finance Needs of African Countries." Climate Policy Initiative. <https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/climate-finance-needs-of-african-countries/>

Horigoshi Ana, Samantha Custer, Bryan Burgess, Kelsey Marshall, Vera Choo, Katie Andrejweski, and Emily Dumont. 2022. "Delivering the Belt and Road: Decoding the Supply and Demand for Chinese Overseas Development Projects." AidData. https://docs.aiddata.org/ad4/pdfs/Delivering_the_Belt_and_Road__Decoding_the_supply_of_and_demand_for_Chinese_overseas_development_projects.pdf

Hwang, Jyhjong, Oyintarelado Moses. 2022. "China's Interest-Free Loans to Africa: Uses and Cancellations." Policy Brief. Boston University Global Development Policy Center. <https://www.bu.edu/gdp/2022/09/09/chinas-interest-free-loans-to-africa-uses-and-cancellations/>

International Energy Agency (IEA). 2022. "Africa Energy Outlook." <https://www.iea.org/reports/africa-energy-outlook-2022>

International Energy Agency (IEA). 2023. "Energy Technology Perspectives." <https://www.iea.org/reports/energy-technology-perspectives-2023/executive-summary>

International Energy Agency (IEA). N.d. "Financing Clean Energy in Africa." <https://www.iea.org/reports/financing-clean-energy-in-africa/executive-summary>

International Monetary Fund (IMF). 2023. "IMF's Sub-Saharan Africa Regional Economic Outlook the Big Funding Squeeze." <https://www.imf.org/en/News/Articles/2023/04/14/pr23119-sub-saharan-africa-regional-economic-outlook-the-big-funding-squeeze>

International Renewable Energy Agency (IRENA). 2022. "Renewable Energy Market Analysis: Africa and its Regions." https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2022/Jan/IRENA_Market_Africa_2022.pdf

Kedir A., D. Ouma, F. Anguyo and P. Mpuga (2023), "Africa's Growing Sovereign Debt and Growth: Which Institutional Quality Indicator(S) Matter?," Working Paper Series N° 374, African Development Bank, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Kobayashi, Takaaki. 2008. "Evolution of China's Aid Policy" *JBICI Working Paper No. 27*. https://www.researchgate.net/publication/265108991_Evolution_of_China's_Aid_Policy

Lund Larsen, Mathias and Lars Ohler. 2021. "Clean at home, polluting abroad: the role of the Chinese financial system's differential treatment of state-owned and private enterprises". *Climate Policy* Volume 23 (March 2022): 57-70. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14693062.2022.2040409?src=>

Liu, Siyi and Chu Meimei. 2024. "China's CMOB Cobalt Output Jumps 174% in 2023." *Reuters*. <https://www.nasdaq.com/articles/chinas-cmoc-cobalt-output-jumps-174-in-2023>

Lopez, Ana. 2023. "El Sáhara, en el tablero del nuevo orden mundial." *Atalayar*. <https://www.atalayar.com/en/articulo/politics/sahara-chessboard-new-world-order/20230425154308184077.html>

Ministry of Energy and Hydraulic Resources Gabon. 2018. "FE2 Hydroelectric Power Plant." <https://www.energie.gouv.ga/2-actualites/393-centrale-hydroelectrique-fe2/>

Mining Review Africa (MRA). 2013. "Chinese to Build Underground Copper Mine in Ndola." <https://www.miningreview.com/top-stories/chinese-to-build-underground-copper-mine-in-ndola/>

Moses, Oyintarelado. 2023. "Who Finances Energy Projects in Africa." *Carnegie Endowment for International Peace*. <https://carnegieendowment.org/2023/11/27/who-finances-energy-projects-in-africa-pub91070#:~:text=This%20paper%20also%20shows%20that,Africa%20between%202012%20and%202021.>

Moses, Oyintarelado, Jyhjong Hwang, Lucas Engel, Victoria, Bien Aime. 2023. "New State of Lending: Chinese Loans to Africa." *Policy Brief*. Boston University Global Development Policy Center. <https://www.bu.edu/gdp/2023/09/18/a-new-state-of-lending-chinese-loans-to-africa/>

Moreira, Susana, Timothy Lang and Adriana Unzueta Saavedra. 2023. "Cost-competitive, Low-carbon aluminum is Key to the Energy Transition." *World Bank*. <https://blogs.worldbank.org/en/energy/cost-competitive-low-carbon-aluminum-key-energy-transition>

Muñoz Cabré M., Ndhlukula K., Musasike T., Bradlow D., Pillay K., Gallagher K.P., Chen Y., Loots J., & Ma X., (2020) "Expanding Renewable Energy for Access and Development: the Role of Development Finance Institutions in Southern Africa," *Boston University Global Development Policy Center*. <https://www.bu.edu/gdp/2020/11/16/expanding-renewable-energy-for-access-and-development-the-role-of-development-finance-institutions-in-southern-africa-2/>

NS Energy. N.d. Niger-Benin Crude Pipeline. <https://www.nsenergybusiness.com/projects/niger-benin-crude-pipeline/>

Peimani, Hooman. 2018. "Financial Barriers to Development of Renewable and Green Energy Projects in Asia". *Asian Development Bank Institute*. <https://www.adb.org/sites/default/files/publication/445156/adbi-wp862.pdf>

Raga, S., Bohlmann, H., Lemma, A., Ngui, D., Papadavid, P., te Velde, D.W. and Zaki, C. (2024) 'Impact of the Russia-Ukraine war on Africa: policy implications for navigating shocks and building resilience' *ODI Synthesis Report*. London: ODI. <https://odi.org/en/publications/impact-of-the-russia-ukraine-war-on-africa-policy-implications-for-navigating-shocks-and-building-resilience>

Searcey, Dionne and Michael Forsythe, Eric Lipton. "A Power Struggle Over Cobalt Rattles the Clean Energy Revolution," *The New York Times*. November 20, 2021. <https://www.nytimes.com/2021/11/20/world/china-congo-cobalt.html>

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Résumé Analytique

Introduction

Tendances du commerce chine-afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des prêts de la Chine à l'étranger, du financement du développement et de la dette africaine, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Tendances des investissements directs étrangers de la Chine en Afrique, de l'accès à l'énergie et de l'appui à la transition énergétique

Conclusion : Perspectives d'avenir des relations économiques entre la Chine et l'Afrique en matière d'accès à l'énergie et de la transition énergétique

Bibliographie

Securities and Exchange Commission (SEC). 2016. Stock Purchase Agreement. <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/831259/000083125916000069/exhibit21.htm>

Shimeles, Abebe and Gallagher, Kevin (2024), Africa's chronic liquidity challenges and the case for SDR Reallocation, Forthcoming, African Economic Resource Consortium. Working Paper Series.

Springer, Cecilia and Ishana Ratan, Yudong Liu, Jia Gu. 2023. "Green Horizons? China's Global Energy Finance in 2022," Boston University Global Development Policy Center. <https://www.bu.edu/gdp/2023/11/13/green-horizons-chinas-global-energy-finance-in-2022>

United Nations. N.d. Sustainable Development Goals. <https://sdgs.un.org/goals>.

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). N.d. "A World of Debt Regional Stories: Africa." <https://unctad.org/publication/world-of-debt/regional-stories>

Wang, Yan and Yinyin Xu. 2022. "Debt Restructuring in Africa: Building Public Assets and Addressing Bottlenecks for Low-carbon Economic Transformation." GCI Working Paper 020. Boston University Global Development Policy Center. <https://www.bu.edu/gdp/2022/03/01/debt-restructuring-in-africa-building-public-assets-and-addressing-bottlenecks-for-low-carbon-economic-transformation/>

Blimpo, Maoussa P. and Malcolm Cosgrove-Davise. 2019. "Electricity Access in Sub-Saharan Africa." World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/a6cfde8d-0224-5546-8062-5c2e69b741cb/content>

World Bank. 2023. International Debt Statistics. <https://www.worldbank.org/en/programs/debt-statistics/ids>

